

M & B

MINING AND BUSINESS

MARS - AVRIL 2018

DEBRIEFING INDABA 2018

EXCLUSIF!
ON DÉCODE LE CODE



5 USD

Photo: Yann Macherez

OFFRE SPECIALE ABONNES



**DECODEUR HD
A 80 000 FC***

**ET VOTRE FORMULE
TOUJOURS AU MEME
PRIX !**

RETROUVEZ-NOUS

EN BOUTIQUE

A KINSHASA
BOUTIQUE DU CENTENAIRE:
10, Boulevard 30 Juin,
Commune de la Gombe

BOUTIQUE DE VICTOIRE:
1 A, Avenue Lokolama
Quartier Matonge
Commune de Kalamu

BOUTIQUE DE LIMETE:
385, Place Commerciale
Commune de Limete

BOUTIQUE DE KINTAMBO:
27-B, Avenue OUA
C/ Kintambo Ville

BOUTIQUE NDJILI:
3, Avenue Kinkusu Q/4
C/ de Ndjili Sainte Thérèse

AU KATANGA
Lubumbashi
72, Avenue Moëro
Commune de Lubumbashi

**NOUVEAU
DECODEUR
HD**

LA TELE COMME
VOUS NE L'AVEZ
JAMAIS VUE

IMAGE ET SON
EN HAUTE DEFINITION
+ DE 20 GRANDES CHAINES
EN HD

CABLE HDMI FOURNI



CANAL+

plus d'infos sur le site
PASSEZENHD.TV



NOUVEAU DECODEUR, NOUVELLE EXPERIENCE

HD

**PROFITEZ
D'UNE QUALITE
D'IMAGE
EXCEPTIONNELLE**

La TV nouvelle génération
arrive enfin chez vous avec
+ de 20 grandes chaînes
en Haute Définition.



**ENTREZ
DANS UNE AUTRE
DIMENSION
SONORE**

Avec la nouvelle
technologie Dolby Digital,
découvrez les joies
d'un son spectaculaire
pour vivre les grands moments
de TV comme si vous y étiez.



**NE RATEZ PLUS RIEN,
TOUT SIMPLEMENT**

En un clin d'œil avec
le nouveau guide TV, vous
serez tout sur les programmes
du moment...
Et sur ceux d'après !



**VISIONNEZ
A VOTRE RYTHME***

Enregistrez vos programmes
en avance et mettez votre TV
sur pause quand vous voulez :
vous avez le contrôle du direct !



444 555
*Sur PC enregistre en 1080i/1080p pour une meilleure qualité d'image.
Plus d'infos sur le site www.canalplus.com

© 2018 Canal+ Group. Tous droits réservés. Canal+ est une marque de Canal+ Group. Canal+ est une marque de Canal+ Group.

SOMMAIRE CONTENTS



5
ÉDITO
EDITORIAL

6
WHATSAPP

8
CARICATURE
CARTOON

10
ON DECODE
DECODING
Nouveau code minier
en RDC
New mining code in
the DRC

16
COULISSES
BEHIND THE SCENES
Inside Mining Indaba
2018

32
ÉCHO DE PARIS
Gécamines, quelle
gestion?
Gécamines,
what financial
management?

40
ENTRETIEN
INTERVIEW
Mme Mvete Kisolokele
DGA du GUCE
Mrs Mvete Kisolokele
Deputy Director of the
GUCE

42
ENTRETIEN
INTERVIEW
Serge Bilambo,
Standard Bank

46
DRC Mining Week
Élodie Delagneau

50
REGARD

52
GÉOLOGIE
GEOLOGY
Un point sur les
activités en 2018
Activities at the
beginning of 2018

56
EXPLOITATION DES
RESSOURCES
MINERAL RESOURCES
Electric Africa

57
ENVIRONNEMENT
ENVIRONMENT
La forêt équatoriale du
bassin du Congo en
RDC
Congo basin Equatorial
forest in DRC

64
EXPERTS
INSIDE REPORT
Loi de Finances 2018
Finance Act 2018

68
LIFESTYLE CULTURE
Hugh Masekela, la
Trompette de la Liberté
Hugh Masekela, the
Trumpet of Freedom

70
LIFESTYLE VOYAGE
Vienne Insolite
Vienna unusual and
secret

76
ACTUALITÉ NEWS
Afridex
George Forrest
interview AFP

81
VU
SEEN

82
INDEX ANNONCEURS
ADVERTISERS
SUMMARY

steel
Lubumbashi

02 Avenue Kigoma
Q/ Industriel

+243 82 78 STEEL

+243 82 78 78335

info@steellubumbashi.com

steellubumbashi



Bâtissez l'avenir de vos enfants



ÉDITO

État d'urgence

Notre numéro 17 va essayer de faire le point sur le dernier Invest African mining indaba et sur deux changements fondamentaux dont on a beaucoup parlé à Cape Town : Le code minier de la RDC et les réformes de la Gécamines.

Les enjeux sont énormes et les combats autour de ce code ont sérieusement enrichi les cabinets-conseils internationaux et les lobbyistes de tout poil... En donnant la parole à chaud, à différents intervenants, nous espérons vous faire mieux comprendre certaines problématiques.

Au-delà des intérêts partisans, remettons un peu les choses dans leur contexte :
Le Cobalt semble être pour les 20 prochaines années l'or noir de demain.
La RDC en possède 60 % des réserves mondiales et 40 % de la production.
Le budget total du Congo représente les dépenses de la police de NYC !

Les annonces du président de la Gécamines peuvent paraître brutales, mais qui remettrait en cause le droit de la Norvège ou du Qatar à mieux contrôler les dividendes de son pétrole pour se développer ?

Au-delà des chiffres, certaines rues de la Gombe ne sont plus carrossables et pire des milliers d'enfants ont une éducation indigente ou meurent encore trop souvent d'une simple malaria. Il y a donc urgence !
Certes, ce nouveau code est loin d'être parfait.

Mais l'enjeu majeur du sous-développement devrait obliger les parties à s'entendre en mettant de côté les médiocres intérêts privés pour faire enfin décoller ce pays et voir l'avènement du « Nouvel homme congolais » dont parlait récemment le chef de l'État.

Olivier Loury.

State of emergency

Our number 17 will try to take stock of the latest Invest African mining indaba and two fundamental changes that have been widely discussed in Cape Town: the mining code of the DRC and the Gécamines reforms.

The stakes are enormous, and the battles surrounding this code have seriously enriched international consulting firms and lobbyists of all kinds. By giving the floor to various speakers, we hope to help you better understand some of the issues.

Beyond partisan interests, let us put things into context: Cobalt seems to be the black gold of tomorrow for the next 20 years.
DRC has 60% of the world's reserves and 40% of production. Congo's total budget represents NYC police expenses!
The announcements made by the president of Gécamines may seem brutal, but who would question the right of Norway or Qatar to better control the dividends of its oil to develop?

Beyond the figures, some streets in the Gombe are no longer suitable for motoring or worse, thousands of children have an indigent education and still too often die from mild malaria. So there is an emergency!

Of course, this new code is far from perfect.
But the primary issue of underdevelopment should force the parties to agree by setting aside the private interests to finally make this country take off for the advent of the "New Congolese Man" to which the head of state spoke recently.

Olivier Loury.

BCDC Contact Center

Tel. : +243 (0) 99 601 8000 www.bcdc.cd



BCDC
Bâtisseurs d'Avenir

JE SUIS EN RETARD.
JE TE LAISSE LA MAISON
ET LES ENFANTS!

T'EN FAIS PAS!...
MAIS N'OUBLIE PAS DE
M'APPORTER LES RASOIRS
POUR QUE J'ENLÈVE
MA BARBE!



Michel BONGOLIZ

-I am late. I'm leaving you the house and the children

-Don't worry!...
But don't forget to bring the razors so I can remove my beard.

NOUVEAU CODE MINIER EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : TOUT AUGMENTE !

La crise économique a frappé le pays, et l'objectif affiché apparaît très clairement : faire payer les entreprises minières.

Après plusieurs années de discussion et plusieurs versions discutées, la RDC s'apprête à appliquer son nouveau Code minier. Seize ans après la promulgation de sa version initiale, la crise économique a frappé le pays, et l'objectif affiché apparaît très clairement : faire payer les entreprises minières. Acclamée par certains, décriée par beaucoup, cette Loi est un coup de tonnerre dans le secteur minier.

D'abord, parce qu'elle balaye la clause de stabilité de 10 ans qui épargnait les titulaires de droits miniers en leur octroyant un moratoire en cas d'adoption d'une nouvelle législation (ce qui est pourtant bien le cas ici!). Les nouvelles dispositions leur seront donc applicables dès la promulgation du Code et nul doute que la légalité de la suppression de cette clause sera débattue en arbitrage par de nombreux miniers.

Ensuite, parce que la quasi-totalité des taxes et redevances est revue à la hausse avec notamment une redevance qui a quasiment doublé pour les métaux non ferreux (3,5% contre 2%), et qui pourrait bien atteindre 10% sur la simple volonté du Gouvernement qui peut désormais désigner un minerai comme « substance stratégique » en fonction de la conjoncture. Les producteurs de cobalt tremblent. Qu'ils se rassurent, 10% de la quotité de leur redevance seront affectés à un fonds minier pour les générations futures.

Enfin, parce que cette Loi augmente la participation de l'Etat dans les nouvelles sociétés minières à hauteur de 10% du capital social, à laquelle s'ajoute une participation obligatoire d'au moins 10% des personnes physiques de nationalité congolaise. Ledit capital social est d'ailleurs clairement encadré puisqu'il doit être égal à au moins 40% des ressources financières nécessaires pour mener à bien le projet.

Les bénéficiaires de conventions minières signées avec la RDC ne sont pas non plus épargnés puisque cette loi sonne le glas du régime minier conventionnel au profit du seul régime minier de droit commun soumettant tous les opérateurs minières aux mêmes conditions.

Voici donc un aperçu des mesures phares de ce Nouveau Code Minier entrant en vigueur dès sa promulgation.

Permis de recherche (PR)

Pour toutes les substances minérales, la durée du PR est désormais de cinq ans, renouvelable une fois.

En plus de la preuve de la capacité financière et de la compétence technique, la personne morale désireuse d'investir dans le secteur minier est désormais tenue de fournir

- une attestation fiscale délivrée par son pays,
- un extrait de casier judiciaire de ses associés et
- l'engagement écrit de déclarer en RDC les profits et revenus réalisés.

La capacité financière minimum du requérant d'un PR doit être d'au moins 50 fois le montant total des droits superficiaires annuels payables pour la dernière année de la première période de la validité du PR sollicité (contre 10 fois auparavant). En outre, ces fonds sont bloqués dans un compte en RDC pendant toute la période de l'examen du dossier.

Le titulaire d'un PR est tenu de commencer les travaux de recherches dans un délai d'un an à compter de la délivrance du titre constatant son droit (6 mois auparavant).

Permis d'Exploitation (PE) & Exploitation des rejets des mines (PER)

La durée d'un PE est réduite à 25 ans (30 ans auparavant), renouvelable par période de 15 ans.

Le financement des projets par dette est limité puisque le capital social du requérant d'un PE/PER ne peut être inférieur à 40% des ressources financières nécessaires pour mener à bien le projet.

En outre, le requérant est tenu de céder à l'Etat 10% (5% auparavant) des parts constitutives de son capital social (part libres de toutes charges et non diluables), ainsi que 5% supplémentaires à chaque renouvellement du PE.

A cela s'ajoute une participation des personnes physiques de nationalité congolaise qui est requise pour la constitution du capital social des sociétés minières à hauteur d'au moins 10 % du capital social.

Le titulaire d'un PE est tenu de construire un bâtiment abritant son siège social au chef-lieu de la province d'exploitation dans les cinq ans à dater de la délivrance du titre.

Les titulaires de PE sont tenus de publier mensuellement, les quantités produites, vendues ou exportées des substances minérales, leurs qualités, leurs valeurs, les montants de divers impôts, droits, taxes et redevances dus et payés au profit du Trésor public, aux entités territoriales décentralisées et aux organismes de l'Etat.

Traitement et transformation des substances minérales en RDC

Le titulaire d'un PE est tenu de traiter ou de faire traiter les substances minérales en produits marchands dans ses propres installations ou auprès des entités de traitement agréées établies sur le territoire national.

Les sociétés de traitement des substances minérales réservent au moins 50% du capital social aux Congolais.

Hypothèques et mutations

En lieu et place d'un droit fixe, un droit d'enregistrement proportionnel est désormais appliqué sur l'hypothèque (de 0,1% à 0,5%) et la cession (1%) d'un titre minier.

Régime fiscal et douanier

Seuls les sous-traitants au sens de la loi n° 2017-01 du 8 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé (i.e. les sociétés à capitaux congolais promues par les congolais et établies en RDC) jouissent du bénéfice de l'ensemble du régime fiscal, douanier et de recettes non fiscales du Code minier (Art. 219).

Les dispositions fiscales ou douanières plus favorables que celles contenues dans le Code entrant en vigueur après sa promulgation ne

bénéficient plus aux contribuables (ce qui était pourtant le cas jusqu'à présent).

Régime douanier

Les importations de biens d'équipements sont soumises à un droit d'entrée au taux de :

- 2% avant le commencement de l'exploitation,
- 5% jusqu'à la fin de la 3ème année de la première production.

Tous les biens intermédiaires et autres consommables sont taxés au taux de 10% de droits de douane, sauf les carburants et lubrifiants destinés aux activités minières qui sont soumis au taux de 5%.

Le régime de droit commun est applicable à toutes les importations après 5 ans à compter de la date de l'octroi du titre minier.

Régime fiscal

Les taux de la taxe de superficie sur les concessions minières sont multipliés par 10.

La notion de « substance stratégique » est créée, comme étant toute substance minérale qui, suivant la conjoncture économique internationale du moment, à l'appréciation du Gouvernement, présente un intérêt particulier au regard du caractère critique et du contexte géostratégique.

Les taux de la redevance minière sont relevés comme suit:

- 0% pour les matériaux de construction d'usage courant ;
- 1% pour les minéraux industriels, les hydrocarbures solides et autres substances non citées ;
- 1% pour le fer et les métaux ferreux (+ 0,5%);
- 3,5% pour les métaux non ferreux et/ou de base (+ 1,5%);
- 3,5% pour les métaux précieux (+ 1%);
- 6% pour les pierres précieuses et de couleur (+ 2%);
- 10% pour les substances stratégiques.

En outre, la redevance minière s'applique désormais sur la valeur commerciale brute définie comme étant égale à la cotation moyenne du produit marchand sur le marché international pendant le mois précédant cette sortie ou, à défaut, tout autre indice fiable du marché. Cette redevance est calculée et due au moment de la sortie du produit marchand du site de l'extraction ou des installations de traitement pour expédition.

Le taux de l'impôt exceptionnel sur les rémunérations versées au personnel expatrié est relevé à 25% (contre 10% actuellement), réduit de moitié pour les dix premières années du projet minier.

La comptabilité des entreprises minières doit désormais être tenue en Franc congolais.

Les règles applicables en matière d'amortissement sont désormais celles de l'amortissement linéaire.

Les pertes professionnelles d'un exercice comptable peuvent être déduites des bénéfices réalisés au cours des exercices suivants jusqu'au cinquième qui suit l'exercice déficitaire.

Un impôt spécial sur les profits excédentaires de 50% est appliqué sur les bénéfices réalisés lorsque les cours des matières ou des commodités connaissent un accroissement exceptionnel (supérieur à 25% par rapport à ceux repris dans l'étude de faisabilité).

En cas de cession de parts d'une société titulaire d'un droit minier par un cédant non établi en RDC, la plus-value réalisée est imposée à l'impôt sur les bénéfices et profits par voie de retenue à la source. Les frais de transport sur la vente des substances minérales ne sont plus admis comme dépenses déductibles, tout comme les sommes versées par le titulaire aux sociétés liées établies dans un pays à fiscalité privilégiée.

Le titulaire est autorisé à constituer, en franchise de l'impôt sur les bénéfices et profits, une provision pour reconstitution de gisement dont le montant maximal est égal à 0,5% du chiffre d'affaires de l'exercice au cours duquel elle est constituée (contre 5% du bénéfice imposable auparavant). Cette provision est utilisée dans ses activités de recherches sur le territoire national avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la clôture de l'exercice au cours duquel la provision a été constituée.

Le titulaire d'un PE est tenu de constituer, en franchise de l'impôt sur les bénéfices et profits, une dotation pour contribution aux projets de développement communautaire dont le montant minimal est égal à 0,3 % du chiffre d'affaires de l'exercice au cours duquel elle est constituée. Elle sera mise à la disposition des communautés locales.

Réglementation de change

L'obligation de rapatrier les recettes d'exportation en RDC passe de 40% à 60% durant la phase d'investissement et à 100% ensuite, sans possibilité d'utiliser ces recettes pour payer la dette étrangère. Le non-respect de cette obligation entraîne l'application d'une pénalité de 5% du montant non rapatrié.

Garantie de stabilité

L'Etat garantit au titulaire des droits octroyés sous l'empire de la présente loi, la garantie de stabilité du régime fiscal, douanier et de change qui demeure acquise et intangible jusqu'à la fin d'une période de cinq ans, à compter de la date de :

a) l'entrée en vigueur du présent Code pour les droits miniers d'exploitation valides existant à cette date ;

b) l'octroi du droit minier d'exploitation acquis postérieurement en vertu d'un Permis de recherches valide existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Contrôle du titulaire

Le changement du contrôle direct et indirect d'un titulaire de PE est soumis à l'approbation préalable de l'Etat.

Responsabilité industrielle

Tout titulaire d'un droit minier et/ou des carrières est responsable des dommages causés aux personnes, aux biens et à l'environnement du fait de ses activités minières, même en l'absence de toute faute ou négligence.

Propriété des biens mobiliers et immobiliers

La propriété des biens immobiliers de toute nature acquis par le titulaire des droits miniers se trouvant sur le périmètre est transférée à l'Etat en cas d'expiration, de retrait, d'annulation ou de renonciation totale du titre minier.

Conventions minières

Toutes les conventions minières en vigueur à la promulgation de la présente loi sont régies par les dispositions du nouveau Code.

Mise en application

Les dispositions du nouveau Code sont d'application immédiate à l'ensemble des titulaires des droits miniers valides à la date de son entrée en vigueur.

Toutes les dispositions légales et réglementaires contraires aux dispositions du nouveau Code sont abrogées.

NEW MINING CODE IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: EVERYTHING IS GOING UP!

After several years of discussion and several versions discussed, the DRC is preparing to apply its new Mining Code. Sixteen years after the enactment of its initial release, the economic crisis has hit the country, and the stated objective is apparent: to make the mining companies pay. Acclaimed by some, decried by many, this law is a bombshell in the mining sector.

First, because it sweeps the ten-year stability clause that spared the holders of mining rights by granting them a moratorium in case of adoption of new legislation (which is the case here!). The new provisions will, therefore, apply to them as soon as the Code is promulgated and there is no doubt that the legality of the deletion of this clause will be debated in arbitration by many miners.

Secondly, almost all taxes and royalties are revised upwards with a mining royalty that has nearly doubled for non-ferrous metals (3.5% vs 2%), and could reach 10% on the simple wishes of the Government and could now designate a mineral as a "strategic substance" depending on the economic situation. Cobalt producers are trembling but let them be reassured as 10% of their royalties will be allocated to a mining fund for future generations.

Finally, this law increases the participation of the State in the new mining companies by 10% of the share capital and also, the mandatory involvement of at least 10% of natural persons of Congolese nationality. This social capital is also clearly framed as it must be equal to at least 40% of the financial resources needed to carry out the project. Beneficiaries of mining conventions signed with the DRC are also not spared since this law spells the end of the current mining regime in favour of a single universal mining regime subjecting all mining operators to the same conditions.

Here is an overview of the critical measures of this New Mining Code coming into force as soon as it is promulgated.

Research License (PR)

For all mineral substances, the duration of the PR is now five years renewable once.

In addition to the proof of financial capacity and technical competence,

the legal person wishing to invest in the mining sector is now required to provide (i) a tax certificate issued by his country, (ii) an extract from a criminal record of its shareholders and (iii) the written commitment to declare in the DRC the profits and revenues realized.

The minimum financial capacity of the applicant for a PR must be at least 50 times the total amount of annual surface rights payable for the last year of the first period of the validity of the requested PR (against 10 times previously); In addition, these funds are blocked in a DRC bank account throughout the period of the review of the file.

The PR holder is required to start the research work within one year from the issuance of the title establishing his right (previously six months).

Exploitation License (PE) & Tailing Exploitation License (PER)

The duration of a PE is reduced to 25 years (30 years ago), renewable by a period of 15 years.

Financing of projects by debt is now limited since the applicant's equity of a PE / PER cannot be less than 40% of the financial resources needed to carry out the project.

Also, the applicant is required to transfer to the State 10% (5% previously) of the shares constituting its share capital (free of charge and non-dilutable shares), and an additional 5% for each PE renewal.

To this must be added the participation of natural persons of Congolese nationality who is required for at least 10% of the share capital of the mining companies at the time of their incorporation.

"Cobalt producers are trembling but let them be reassured as 10% of their royalties will be allocated to a mining fund for future generations."

The PE holder is required to construct a building housing his head office in the capital of the operating province within five years from the date of PE issuance.

The PE holders are required to publish monthly, quantities of mineral substances produced, sold or exported, their qualities, their values, the amounts of various taxes, duties, taxes and fees due and paid to the Treasury, territorial entities decentralised agencies and state bodies.

Processing of mineral substances in the DRC

The PE holder is required to process or have the mineral substances processed into marketable products at its own facilities or by approved processing companies established in DRC. Mineral processing companies reserve at least 50% of their registered capital to the Congolese.

Mortgages and mutations

Instead of a fixed fee, a proportional registration fee is now applied to the mortgage (from 0.1% to 0.5%) and the sale (1%) of a mining title.

Tax and customs regime

Only subcontractors within the meaning of Law No. 2017-01 of 8 February 2017 setting the rules applicable to subcontracting in the private sector (i.e. companies with Congolese capital promoted by Congolese and established in the DRC) benefit from the entire tax, customs and non-tax revenue regime of the Mining Code (Article 219). Tax or customs provisions that are more favourable than those contained in the Code and come into force after its promulgation no longer benefits the taxpayers (which was the case so far).

Customs regime

Imports of capital goods are subject to an entry fee at the rate of:
- 2% before the beginning of the operation,
- 5% until the end of the 3rd year of the first production.
All intermediate goods and other consumables taxed at the rate of 10% of tariffs, except fuels and lubricants for mining activities which are subject to a rate of 5%.

The common law system applies to all imports after five years from the date of the granting of the mining license.

Tax regime

Surface tax rates on mining concessions are multiplied by 10. The notion of "strategic substance" is created, as being any mineral

substance which, according to the international economic situation of the moment, to the appreciation of the Government, presents a particular interest with regard to the critical character and the geostrategic context.

The rates of the mining royalty are raised as follows:

- 0% for everyday building materials;
- 1% for industrial minerals, solid hydrocarbons and other substances not mentioned;
- 1% for iron and ferrous metals (+ 0.5%);
- 3.5% for non-ferrous and / or basic metals (+ 1.5%);
- 3.5% for precious metals (+ 1%);
- 6% for precious stones and colored (+ 2%);
- 10% for strategic substances.

Moreover, the mining royalty now applies to the gross commercial value defined as being equal to the average quotation of the market product in the international market during the month preceding that exit or, failing that, any other reliable index of the market. This fee is calculated and due at the time of the release of the merchant product from the extraction site or shipping processing facilities.

The rate of the exceptional tax on the remuneration paid to expatriate staff is raised to 25% (compared to 10% currently), halved for the first ten years of the mining project.

The accounting of mining companies must now be held in Congolese francs.

The rules applicable to depreciation are now those of linear depreciation. Tax losses from a financial year may be deducted from profits earned in subsequent years up to the fifth year following the loss-making period. A special tax on excess profits of 50% is applied on profits made when the prices of materials or commodities are experiencing an exceptional increase (higher than 25% compared to those included in the feasibility study).

In the event of a transfer of shares of a company holding mining right by a transferor not established in the DRC, the realised capital gain is taxed for corporate tax purposes (withholding tax).

Transportation costs on the sale of mineral substances are no longer allowed as deductible expenses, such as amounts paid by the owner to related corporations established in a tax-preferred country.

The holder is authorised to establish, free of corporate income tax, a provision for reconstitution of deposits whose maximum amount is equal to 0.5% of the turnover of the financial year in which the latter is constituted (against currently 5% of taxable profit).



This provision is used in its research activities on the national territory before the expiry of a period of three years from the end of the year in which the provision was recorded.

The PE holder is required to establish, free of corporate income tax, an allocation for contribution to community development projects whose minimum amount is equal to 0.3% of the turnover of the exercise in which it is constituted. This amount will be made available to local communities.

Foreign exchange regulation

The obligation to repatriate export earnings in the DRC increases from 40% to 60% during the investment phase and 100% after that, without the possibility of using these revenues to pay the foreign debt. Failure to comply with this obligation results in the application of a penalty of 5% of the amount not repatriated.

Grandfathering clause

The State guarantees to the holder of the rights granted under this new Mining Code, the guarantee of stability of the tax, customs and exchange system which remains acquired and intangible until the end of a period of five years, counting the date of:

- the entry into force of this Code for valid mining rights existing on that date;
- the granting of the mining exploitation license subsequently acquired under a valid research license existing on the date of the entry into force of this Code.

Control of the holder

The change of the direct and indirect control of a PE holder is subject to the prior approval of the State.

Industrial responsibility

Any holder of a mining right is liable for damage to people, property and the environment caused by its mining activities, even in the absence of any fault or negligence.

Ownership of movable and immovable property

Ownership of real estate assets of any kind acquired by the owner of the mining rights within the perimeter is transferred to the State in the event of the expiry, withdrawal, cancellation or total renunciation of the mining title.

Mining conventions

All mining conventions in force on the promulgation of this Code are governed by the provisions of the latter.

Enforcement

The provisions of the new Code are immediately applicable to all holders of mining rights valid on the date of its entry into force. All legal and regulatory provisions contrary to the provisions of the new Code are repealed.

Emmanuel Le Bras, Samuel Cazes, Elvire Denamur PWC.

INSIDE MINING INDABA 2018

Le millésime 2018 du show Mining Indaba a été une véritable réussite stimulée par les records des marchés des métaux et l'actualité bouillonnante. Les acteurs de la Copperbelt et de l'industrie minière de RDC ne s'y sont pas trompés et se sont déplacés en masse.

Voici un aperçu de l'ambiance et des réactions à chaud de certains participants, recueillies par nos deux journalistes présents à Cape Town. Bien sûr, comme dans ce genre de conférence, la parole est « libre », mais la majorité des interviewées a demandé de respecter leur anonymat. Certains lecteurs risquent de se reconnaître ...

Au menu : des moments forts, quelques stars de la profession et un pays au centre de toutes les attentions : La RDC

Afrique du Sud : Bayo Zuma !

Le changement à la tête de l'ANC rend la profession plus optimiste. Cependant, selon Roger Baxter CEO de la Chambre des mines, il existe un vrai climat de tension entre la Chambre et le ministre des Ressources minérales Mosebezi Zwane. C'était déjà le début de la fin de l'ère Zuma. Depuis la fin d'Indaba 2018 et l'arrivée du nouveau président sud-africain, une ère nouvelle plus constructive s'annonce.

Angola : La promesse d'une extension de la Copperbelt

Le 6 février, plusieurs experts du cuivre et du cobalt se sont pressés au forum sur les opportunités minières en Angola, organisé par le gouvernement de Luanda.

Louis Watum, directeur des opérations d'Ivanhoe Mines en RDC, était présent, à l'instar de Peter Pelly, qui pilote MMG en Zambie. John Kanyoni, vice-président de la Chambre des mines de RDC a lui aussi assisté à la présentation du potentiel cuprifère de l'Angola, tout comme Tony Harwood, PDG de Montero Mining et ex-DG d'Africo Resources, ancien opérateur du projet de cuivre de Kalukundi, racheté en 2010 par ERG.

Tous ont été attirés par les données du Planageo présenté par le gouvernement angolais, programme de cartographie des ressources minérales du pays mené depuis un appel d'offres de 2011.

Selon C

Canga Xiaquivula, conseiller du ministre des Ressources minières et du pétrole (Diamantino Azevedo), l'Angola est une extension de la Copperbelt congolaise zambienne. En effet, une zone de 100 000 km² située au sud-est de l'Angola dispose d'une géologie très similaire à celle de la Copperbelt.

Toutefois, jusqu'à présent, un seul projet d'exploration de cuivre est en cours, celui de Mavoio-Tetelo-Bembe, opéré par la Sociedade Mineira de Cobre d'Angola (SMCA) de l'Angolais Rui Lopes.



Mark Bristow en fait-il trop ?

Vent debout contre le nouveau code minier, Mr Bristow a fait (comme d'habitude?) son show. Certes, le PDG de Rangold ressources est un « bon client » pour les médias, il a une vraie éloquence et semble croire à ce qu'il dit. Lorsqu'il s'adresse à son ami le ministre de tutelle et envoie des piques à la Gécamines, il est évident qu'il a choisi son camp et que les 10 millions de dollars que va lui coûter le nouveau code lui restent au milieu de la gorge. Comme le disait un consultant d'une des « big four », « les miniers Anglo-saxons ont du mal à comprendre qu'un État leur demande de payer pour construire des routes et de financer aussi la protection d'un parc emblématique (Les Virunga) quand ils payent déjà leurs impôts et subissent au jour le jour des tracasseries administratives. »

Si, chaque année, le petit-déjeuner organisé par le gouvernement de RDC est l'occasion de passes d'armes entre les opérateurs privés et les autorités du pays, le discours de Mark Bristow ; a été particulièrement mal accueilli par Richard Muyej, gouverneur du Lualaba. Lors de son intervention, Mark Bristow a ainsi déclaré que les alentours de la mine d'or de Kibali étaient un haut-lieu de l'abus d'enfants avant l'arrivée de sa société, mais que cette dernière avait permis d'améliorer la situation. Arrivé à la tribune quelques minutes plus tard, Richard Muyej, gouverneur du Lualaba, s'est dit choqué par les mots de Monsieur Bristow, affirmant que les autorités de RDC étaient elles aussi engagées dans l'amélioration de la situation. Il a notamment rappelé que, dans sa province, des murs étaient construits autour des sites d'artisanats miniers afin d'empêcher les jeunes de s'y rendre et d'y être exploités.

FTI Consulting et McCarthy Tétrault en charge de la restructuration de Banro.

Selon la lettre d'information Africa Mining Intelligence, les aspects juridiques de la restructuration du producteur d'or actif à l'est de la RDC, Banro Corp sont gérés par le cabinet d'avocats canadien très actif dans le secteur minier, McCarthy Tétrault. Banro avait engagé ce processus fin 2017 du fait des difficultés financières et opérationnelles auxquelles il fait face à l'est de la RDC, notamment sur la mine de Namoya.

Cape Lambert a un nouveau DG, mais perd un administrateur

Selon nos informations recueillies à la conférence, la société australienne Cape Lambert Ressources a nommé Philippe Bouchart, ex-DG de STL, de Tiger Ressources à Kipoi et de Metalkol, pour diriger ses opérations en RDC. Cape Lambert explore le cuivre de Kipushi. La société aurait vu l'un de ses administrateurs, Jason Brewer quitter le navire. Il reste toutefois présent en RDC, puisqu'il reste administrateur de Force Commodities, qui détient des projets de lithium dans la zone de Manono. Il est aussi administrateur de Vector Ressources, société explorant l'or dans l'est de la RDC et cherchant actuellement à racheter le projet de Mongbwalu

Le train de vie de la Gécamines

Plusieurs personnes ayant assisté au discours d'Albert Yuma-Mulimbi, le 5 février, ont noté une certaine incohérence entre les propos du président de la Gécamines et les cadeaux offerts à l'audience. Ainsi, pendant qu'Albert Yuma évoquait les difficultés financières de la société d'État congolaise et le manque de dividendes obtenus de la part de ses partenaires, les personnes présentes ont découvert qu'un cahier et une batterie pour portable, chacun recouvert de faux bois et griffés Gécamines, leur était offerts. Cette fois-ci HOPSCOTCHAFRICA n'était pas dans le coup, car la société de PR et de communication internationale s'était fait doubler par un concurrent sud-africain. La rumeur parle aussi d'un trajet RDC-Afrique du sud en jet privé. Pas mal pour une entreprise surendettée !

Yuma siffle la fin de la partie : les réactions à son discours.

Le discours du président de la Gécamines, le 6 février, n'a laissé personne indifférent. Mining and Business l'avait annoncé en primeur et Mr Yuma a confirmé que l'audit de Mazars au sujet de ses partenariats avec des sociétés étrangères avait permis de découvrir nombre d'abus et devait mener à une renégociation des joint-ventures. Interrogé à la suite de son intervention, Mr Yuma a confirmé que 4 partenariats ont déjà été audités, les « plus gros » et que 13 autres sont en cours et devraient être finalisés fin mars. Tout en brandissant la menace d'annuler des partenariats, le Président du CA a confirmé discuter avec des sociétés différentes des partenaires traditionnels.

Ce serait un asiatique et un occidental, l'un producteur de batteries et l'autre de véhicules, qui seraient partants pour des investissements importants.

Yuma, qui affirme que, si les contrats actuels sont léonins, les avocats de Glencore, les Français Jean-François Mercadier et Ali Boroumand, associés au sein du cabinet DWF, estiment que le discours a été très offensif, mais surtout que la renégociation des partenariats de la Gécamines pourrait entraîner des conflits juridiques. Selon eux, une renégociation intervenant quasi en même temps que l'entrée en vigueur d'un nouveau code minier cassera la stabilité juridique, ce que les investisseurs étrangers ne peuvent pas accepter. L'idée d'Albert Yuma, qui affirme que, si les contrats sont léonins et déséquilibrés, c'est qu'ils ont été négociés en temps de guerre, leur semble difficile à faire valoir devant la justice.

À l'inverse, les interventions de Robert Friedland, président d'Ivanhoe Mines, ont été plus optimistes.

Les consultants d'EY, qui ont modélisé le recours aux CPP et non plus aux joint-ventures, affirment que ces dernières faisaient peser l'essentiel des soucis sur la Gécamines alors que dans le même temps elle n'a quasi aucun contrôle sur les activités d'une mine. Le CPP serait, selon la modélisation financière faite par le cabinet, plus avantageuse, et ce pour toutes les parties.

Autre son de cloches, des financiers, ayant travaillé sur les partenariats, estiment que les contrats ont été déséquilibrés trop longtemps, et qu'il est temps pour la RDC d'obtenir des revenus de son sol. Le cabinet Orrick Rambaud Martel, avocat de la Gécamines, sera à la manœuvre dans les prochains mois pour renégocier avec les partenaires.

Attendu de nouveau à la tribune le 7 février, lors du petit-déjeuner annuel organisé par le gouvernement de RDC, Albert Yuma n'est pas revenu s'exprimer. Avec ses équipes, il est pourtant un des artisans du nouveau code. De son côté, l'omnipotent ministre des Mines depuis plus d'une décennie semble moins radical pour changer le système... Des dissensions dans l'équipe Congo ?





Selon le chef d'une grande entreprise congolaise, «YUMA a parlé comme un homme politique! La preuve? Il a dit au début de son discours qu'il voulait être écouté en français par les Congolais. D'ailleurs, ce combat de coqs entre les miniers et la Gécamines, c'est un remake de Ali Baba et les 40 voleurs! Yuma parle des intérêts du peuple congolais et de morale, quelle rigolade! Et puis, ce code est loin d'être promulgué... Vous savez ce que l'on dit chez nous? Les basangu ont l'heure, nous, on a le temps!»

Un minier Anglo-saxon n'est pas moins radical : «Avec son ton professoral, en répétant des phrases comme s'il faisait une dictée, il nous a donné des leçons de gestion alors qu'il reconnaît lui-même que la Gécamines est une boîte du passé. Mais qu'est-ce que le professeur a fait pour radicalement améliorer les choses depuis son arrivée?»

En off bien sûr, certains représentants des «GlenAngloRandTFZijin» ne décollèrent pas contre la FEC (Fédération des Entreprises du Congo) dont ils sont membres. «Il y a un évident mélange des genres». La FEC est censée nous protéger et prendre en compte nos doléances. Au lieu de cela, Yuma, le Président de la FEC est juge et partie, car tout en représentant les intérêts de l'Etat avec la Gécamines, il nous coupe l'herbe sous le pied». «Nous n'allons pas nous laisser faire et nous envisageons de créer une alternative à la Chambre des mines.»

L'avis du ministre sur le code
Le 7 février, dans l'après-midi, le discours du ministre des Mines de RDC, Martin Kabwelulu était très attendu par les délégués de la conférence Mining Indaba. Véritable mémoire de la RDC minière (il est en effet en poste depuis avril 2007, un record!), il était le plus indiqué pour donner des détails sur la réforme du code minier en cours. Or, le ministre a expédié le sujet en moins d'une minute, affirmant

simplement que le nouveau texte serait «rémunérateur pour tout le monde».

Plus tôt, lors du petit-déjeuner organisé par le gouvernement de RDC, le ministre avait toutefois été plus volubile. Affirmant vouloir «mettre les points sur les i» au sujet de la réforme du code minier, Martin Kabwelulu a déclaré qu'auparavant, l'Etat congolais «voulait juste attirer» les investisseurs, et avait donc rédigé «un code incitatif». Or, désormais, selon le ministre, «il faut un code rentable pour toutes les parties», il ne «faut pas que les bénéficiaires soient dans un seul sens», celui des sociétés privées. Martin Kabwelulu a également fait remarquer que l'industrie minière était destructrice pour l'environnement et entraînait systématiquement des relocalisations de populations, mais qu'aucune disposition relative à ces sujets n'existe dans le code de 2011. Il a alors épinglé les failles de la Banque mondiale, qui avait appuyé la rédaction de ce code.



HOSPITALITY SERVICES

FOOD SERVICES



CAMP DESIGN & CONSTRUCTION

LOCAL COMMUNITY DEVELOPMENT



At Sodexo, we believe that to create value, organizations and society as a whole must place people at the center of their thinking. We consider quality of life to be an essential factor in individual and collective performance, and improving quality of life is our business and our core mission

Every day we deliver more than 100 services, from food services, reception, maintenance and cleaning, to facilities and equipment management; from Meal Pass, Gift Pass and Mobility Pass, benefit for employees, to in-home assistance and concierge services. We are constantly developing our offer with new services that impact the quality of life of our 75 million consumers and improve the performance of our partners in 80 countries around the world

To learn more about Sodexo 'Quality of Life' visit : www.qualityoflifeobserver.com

Find out how we can improve your Quality of Life on : www.sodexo.com

Greg Perry
+243 (0) 814 343 953
greg.perry@sodexo.com



Très en verve, le poète, pardon... le ministre, a comparé la réforme actuelle du code minier à « un feu de brousse, qui déborde, qui détruit tout, et qui laisse les plaines en cendres. Mais de nouvelles feuilles ont pris leurs racines et ainsi des plantes sortiront du sol ».

Le ministre Kabwelulu a affirmé que « ceux qui n'auront pas les racines solides seront emportés par le feu », mais que les autres demeureront, et que « le vent va rapporter des choses », donc « le secteur minier congolais va redevenir une forêt ».

Enfin, le ministre a appelé les observateurs à « arrêter leurs calculs d'investisseurs, car pendant trop longtemps, la RDC n'a pas demandé son dû », mais surtout, car « le code va être appliqué par toutes les parties, donc doit être bon pour tous ». Le ministre, précisant que le code était actuellement chez le président Joseph Kabila, a conclu en disant qu'il fallait que la RDC « soit un eldorado ». On saute sur Kolwezi ?

40 ans après la fameuse opération de la Légion sur Kolwezi, la ville veut prendre le pas sur Lubumbashi en devenant un hub. Profitant enfin du redécoupage territorial opéré en 2015 en RDC, le

Lualaba, dont le chef-lieu est Kolwezi, a fait sa comm' à Mining Indaba cette année. Le gouvernorat, sans doute sponsorisé par quelques-uns de ses riches administrés, avait mis les moyens. Ainsi, le Lualaba avait installé son propre stand dans le centre de conférence, indépendant de celui de la RDC et de la Gécamines.

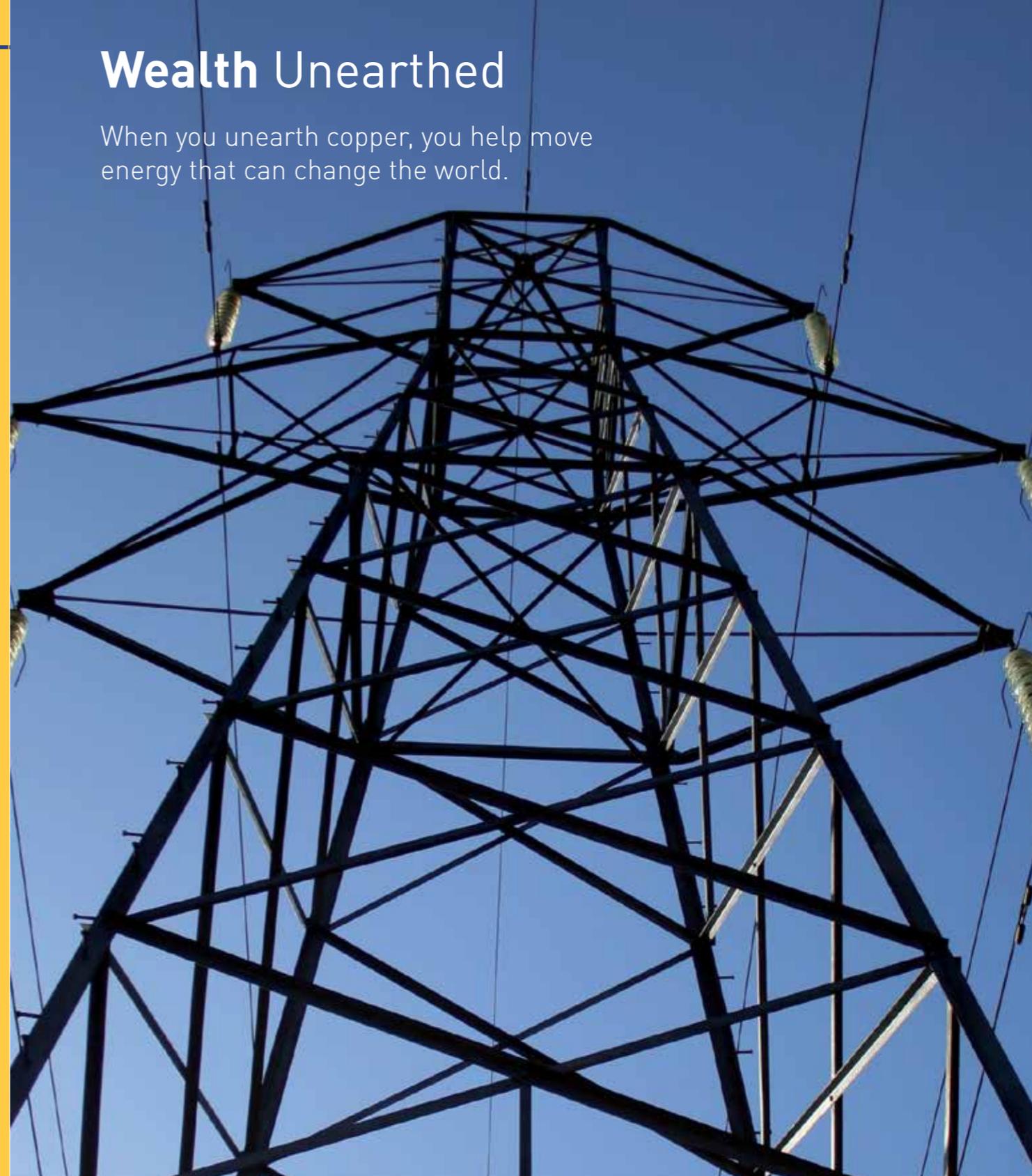
Plusieurs émissaires de la province, notamment son gouverneur, Richard Muyeji, ont présenté les opportunités minières, surfant notamment sur l'attrait du gisement géant de Kamao-Kakula (Ivanhoe Mines) à 45 minutes de piste de Kolwezi. Les autorités du Lualaba voulaient également convaincre les compagnies minières et sociétés de services de s'installer dans la province, et non pas à Lubumbashi, qui reste le siège de la plupart des compagnies minières actives dans la Copperbelt congolaise. L'enjeu : Récupérer des impôts et taxes pour la nouvelle province.

Lola Berthoud



Wealth Unearthed

When you unearth copper, you help move energy that can change the world.



This is the kind of wealth AEL Mining Services is proud to help you unearth. Advancing, constantly evolving and defining the future of explosives in the mining industry.

Tel: +243 99 5366 257

Web: www.aelminingservices.com

WHAT IS YOUR CORE BUSINESS?



Ours is to ensure you've got the energy.


Your reliable fuel partner

INSIDE MINING INDABA 2018

The 2018 edition of the Mining Indaba show was a real success, thanks in particular to market records and hot news. The actors of the Copper belt and mining industry in DRC were not mistaken and moved in masses.

Here we have captured the atmosphere and warm reactions of some participants gathered by our two journalists present in Cape Town. Of course, in this kind of conference, one can talk to many people, the speech is "free-flowing" in Indaba, but most of the people interviewed ask to respect their anonymity.

On the menu: highlights, some stars of the profession and a country at the centre of attention: The DRC

South Africa: Byo Zuma

The change at the head of the ANC makes the profession more optimistic. However, according to Roger Baxter CEO of the Chamber of Mines, there is a real tension between the House and Mineral Resources Minister Mosembezi Zwane. It was already the beginning of the end of the Zuma era. Since the end of Indaba 2018 and the arrival of the new South African President, a new and more constructive era is looming.



Angola: The promise of Copperbelt extension

On the 6th of February 2018, some copper and cobalt experts gathered at the forum on mining opportunities in Angola, organised by the Luanda government.

Louis Watum, director of operations for Ivanhoe Mines in the DRC, was present, along with Peter Pelly, who drives MMG in Zambia. John Kanyoni, vice-president of the DRC's Chamber of Mines, also attended the presentation of Angola's copper potential, as did Tony Harwood, CEO of Montero Mining and ex-DG of Africo Resources, former operator of the Kalukundi copper project, acquired by ERG in 2010.

All attracted by the data from the Planageo obtained by the Angolan government, a mapping program of the country's mineral resources carried out since a call for tenders in 2011. According to Canga Xiaquivivula, adviser to the Minister of Mineral Resources and Petroleum (Diamantino Azevedo), Angola is an extension of the Zambian Congolese Copperbelt. Indeed, a 100,000 km² area in south-eastern Angola has a very similar geological structure to that of Copperbelt.

However, so far, however, only one copper exploration project is still under way, that of Mavoio-Tetelo-Bembe, operated by the Sociedade Mineira de Cobre d' Angola (SMCA) of Angolan Rui Lopes.

Is Mark Bristow overdoing it?

Up against the new mining code, Mark Bristow did (as usual?) his show. Indeed, he is a "good customer" for the media, he has real eloquence and seems to believe what he says. When he talks to his friend the minister in charge and sends spades to Gécamines, it is obvious that he has chosen his side and that the \$10 million that the new code will cost him remains in the middle of his throat. As one of the big four consultants put it, "Anglo-Saxon miners find it hard to understand that a state is asking them to pay to build roads and also to finance the protection of an emblematic park (Virunga) when they already pay their taxes and are subject to daily red tape".

While every year the breakfast organised by the DRC government is an opportunity for arms transfers between private operators and the country's authorities, the speech by Mark Bristow, Randgold Resources CEO, was particularly poorly received on 7 February by Richard Muyej, Governor of Lualaba. In his intervention, Mark Bristow stated that the area around the Kibali gold mine was a hot spot for child abuse before the arrival of his company, but that it had helped to improve the situation. Richard Muyej, governor of Lualaba, arrived in the gallery a few minutes later and said he was shocked by Mark Bristow's words, saying that the DRC authorities were also committed to improving the situation. In particular, he recalled that in his province, walls were being built around artisanal mining sites to prevent miners from going there and being exploited.

FTI Consulting and McCarthy Tétrault in charge of Banro restructuring

According to the Africa Mining Intelligence newsletter, the legal aspects of restructuring the East DRC-based gold producer Banro Corp. are managed by the Canadian mining law firm McCarthy Tétrault, which is very active in the mining sector. Banro had begun this process at the end of 2017 because of the financial and operational difficulties it is facing on its gold mines in eastern DRC, particularly in Namoya.

Cape Lambert has a new CEO but loses an administrator

According to our information gathered at the conference, Australian company Cape Lambert Resources has appointed Philippe Bouchart, former CEO of STL, Tiger Resources in Kipoi and Metalkol, to lead its operations in the DRC. Cape Lambert explores Kipushi's copper. The company saw one of its directors, Jason Brewer leaving the ship. However, he remains present in the DRC, as he remains a director of Force Commodities, which has lithium projects in the Manono area. He is also a director of Vector Resources, a gold exploration company in eastern DRC that is currently looking to purchase the Mongbwalu project.

The expensive lifestyle of a Gécamines

Several people who attended Albert Yuma-Mulimbi's February 5 speech noted a certain inconsistency between Gécamines' president's remarks and the gifts offered at the hearing. Thus, while Albert Yuma spoke of the Congolese state corporation's financial difficulties and the lack of dividends obtained from its partners, those present discovered that they were offered a notebook and a laptop battery, each covered in fake wood and branded by Gécamines. This time HOPSCOTCHAFRICA was not in on it because the PR and international communication company was overtaken by a South African competitor. The rumour also talks about a private jet ride from DRC to South Africa. Not bad for an over-indebted company!

Yuma whistled the end of the game: reactions to his speech

The speech by the President of Gécamines on the 6th of February left no one indifferent. Mr. Yuma confirmed that Mazars' audit of its partnerships with foreign companies had uncovered a number of abuses and was expected to lead to renegotiation of the joint ventures. Interviewed following his intervention, Mr Yuma confirmed that four partnerships have already been audited, the "biggest" ones and that 13 others are in progress and should be finalised by the end

of March. While brandishing the threat of cancelling partnerships, Mr Yuma confirmed that he was talking to different companies from the traditional partners. One Asian and one Western, one is a battery manufacturer and one vehicle manufacturer, who would be up for major investments.



Glencore's Lawyers, the French Jean-François Mercadier and Ali Bouroumand, partners at DWF, believe that the discourse has been very offensive, but above all that the renegotiation of Gécamines' partnerships could lead to legal conflicts. They argue that a renegotiation almost simultaneously with the entry into force of a new mining code will undermine legal stability, which foreign investors cannot accept. Albert Yuma's idea, which states that if the contracts are leonine and unbalanced, it is because they were negotiated in times of war, seems difficult for them to assert before the courts. On the other hand, interventions by Robert Friedland, president of Ivanhoe Mines, were more optimistic.

EY's consultants, who modelled the use of CPPs rather than joint ventures, claim that the latter were the main concerns for Gécamines, while at the same time it has virtually no control over the activities of a single mine. The PPC would, according to the firm's financial modelling, be more advantageous to all parties.

Another sound of bells, financials, having worked on partnerships, believe that contracts have been unbalanced for too long, and that it is time for the DRC to obtain income from its soil. Orrick Rambaud Martel, Gécamines' lawyer, will be on the move in the coming months to renegotiate with the partners.

YOUR FUTURE

• VOTRE AVENIR •



- REMOTE SITE SERVICES
- FARMING
- RESTAURANT & CORPORATE EVENT
- ABATTOIR & BUTCHERY
- SUSTAINABLE DEVELOPMENT



+243 817 972 780 | +243 990 443 071 | +243 995 298 977
 groupe.numberone@gno-rdc.com | www.gno-rdc.com

Albert Yuma is one of the architects of the new code with his teams. For his part, the omnipotent Minister of Mines for more than a decade now seems less radical to change the system. Any disagreements in the Congo team?

According to the head of a sizeable Congolese company, "YUMA spoke like a politician! In fact, he said at the beginning of his speech that he wanted to be listened to in French by the Congolese. Besides, this cockfight between the miners and Gécamines, it's a remake of Ali Baba and the 40 thieves! Yuma talks about the interests of the Congolese people and morals, what a laugh! Besides, this code is far from being promulgated. You know what they say about us? The musungu have the time; we have the time!"

An Anglo-Saxon miner is more radical: with his very professorial tone, repeating sentences as if he were dictating, he gave us lessons in management whereas he acknowledges that Gécamines is a box of the past. But what has the professor done to radically improve things since he arrived?"

On the off side, of course, some representatives of the "GlenAngloRandTFZijin" did not take a stand against the FEC (Fédération des Entreprises du Congo) of which they are members. "There is an obvious mixture of genres". The FEC is supposed to protect us and take our grievances into account. Instead, Yuma, the President of the FEC is judge and party, because while representing the interests of the State with Gécamines, he is cutting the grass under our feet ". "We're not going to let this happen, and we're considering creating an alternative to the Chamber of Mines."

Minister Kabwelulu's Opinion on the Code

On 7 February, in the afternoon, the speech by DRC's Minister of Mines, Martin Kabwelulu was eagerly awaited by delegates of the Investing in African Mining Indaba conference. An accurate memory of the mining DRC, (he has indeed been in office since April 2007 a record!), he was the best suited to give details on the mining code reform in progress. The minister briefed us in less than a minute, merely stating that the new text would be "rewarding for everyone".

Earlier that same day at breakfast hosted by the DRC government, the minister had been more voluble. Affirming Martin Kabwelulu's desire to "set the record straight" on mining code reform, he said that the Congolese state "just wanted to attract" investors, and had drafted "an incentive code". Now, however, according to the minister, "there must be a code that is profitable for all parties" and "profits must not be in one direction only", that of private companies.

For example, the Minister does not consider it healthy that the code does not give the Crown equal rights to its interest in a project when it is resold. Martin Kabwelulu also pointed out that the mining industry is environmentally destructive and systematically leads to relocation of people, but that there is no provision on these issues in the 2011 code. The minister pinpointed the flaws of the World Bank, which had supported the drafting of this code.

Very vividly, the poet, forgive the minister, compared the current reform of the mining code to "a bushfire, which overflows, destroys everything, and leaves the landscape in ashes. But new leaves have taken root and plants will come out of the ground. Minister Kabwelulu affirmed that "those who do not have solid roots will be carried away by fire", but that the others will remain, and that "the wind will bring things to bear", so "the Congolese mining sector will become a forest again".

Finally, the minister called on observers to "stop their calculations of investors, because for too long the DRC has not asked for its due", but above all, because "the code will be applied by all parties, so must be good for everyone". The minister, specifying that the code was currently in President Joseph Kabila's house, concluded by saying that the DRC should "be an Eldorado".

Jumping on Kolwezi?

40 years after the Legion's famous operation on Kolwezi, the city wants to take over Lubumbashi by becoming a hub.

Finally, taking advantage of the territorial realignment carried out in 2015 in DRC, the Lualaba, whose capital is Kolwezi, made its first visit to Mining Indaba this year. The governorate, presumably sponsored by some of these wealthy citizens, had put the means in place. Thus, the Lualaba had set up its own stand in the conference centre in Cape Town, independent of that of the DRC and Gécamines. Several emissaries from the province, including its governor, Richard Muyej, presented mining opportunities, including surfing on the attractive Kamao-Kakula (Ivanhoe Mines) giant deposit 45 minutes from Kolwezi. The Lualaba authorities also wanted to convince mining and service companies to move into the province, not Lubumbashi, which remains the seat of most mining companies operating in Congolese Copperbelt. The issue: Recovering taxes for the new province.

Lola Berthoud



Agence en douane & Consultance



Agence en douane



Consultance



Secteur Minier



Contactez-nous

	Lubumbashi	+243 (0) 977970749
	Kolwezi	+243 (0) 998675903
	Likasi	+243 (0) 813636923
	Sakania	+243 (0) 812047110
	Kasumbalesa	+243 (0) 817078584
	Kinshasa	+243 (0) 817000001
	Matadi	+243 (0) 990901752

 info@karibuafricaservices.com
www.karibuafricaservices.com



LE SPÉCIALISTE DE L'ÉQUIPEMENT PÉTROLIER

VENTE • INSTALLATION • MAINTENANCE



Équipement station service
Fuel station equipment



Gestion pétrolière et logistique
Fuel management and logistics



Comptage pétrolier
Fuel counting



Pompe transfert de carburant
Fuel transfer pump



Tuyaux flexibles et accessoires
Flexible hoses and accessories

Kinshasa - Avenue Shaumba, Gombe | +243 85 55 40 000
Lubumbashi - Avenue des Usines | +243 85 55 40 030
www.distritec-rdc.biz

L'accès internet haut débit en toute simplicité



Global Broadband Solution

AV. MAMA YEMO 486
Tél: 09 90 90 95 00 / 08 28 50 27 13
sales@global.cd - www.global.cd

Il faut lire plusieurs fois le **discours du président de la Gécamines**, prononcé à la conférence Indaba à Cape Town pour comprendre sa frustration

Depuis 18 mois, le président de la Gécamines, Albert Yuma, semble surveiller plus attentivement que par le passé ses entreprises communes avec les sociétés minières internationales. Il conclut de cet examen qu'à l'avenir, ces coentreprises doivent être mieux contrôlées. Les résultats off-shore de ses partenaires devraient diminuer et par conséquent, les résultats des coentreprises seront plus importants. Simultanément, avec le nouveau code minier, les augmentations concerneront :

- Les redevances minières payées sur la production de cuivre, du cobalt, de l'or
- Les taxes sur les marges lorsque les prix de ces métaux seront situés au-dessus des études de faisabilité,
- Les pas de porte miniers.

La période pour une cette remise à plat comptable et fiscale est astucieusement choisie ; juste au moment du Buzz sur la voiture électrique. D'aucuns s'interrogent : ces mesures orthodoxes ne furent-elles pas concoctées par les « big four » qui ont conseillé dans le passé les mêmes sociétés minières internationales ?

Toutefois, après la lecture de ce discours surgissent plusieurs réflexions à propos de l'industrie minière de RDC, laissée en déshérence par le même pouvoir qui souhaite aujourd'hui l'épurer ?

Si la Gécamines comptabilise avec précision; les contributions non perçues de ses partenaires depuis plusieurs années, elle aurait avantageusement équilibré ses arguments en justifiant au même moment l'utilisation de l'ensemble des revenus qui furent perçus depuis des années par la RDC de la part de ces mêmes sociétés minières. Pourquoi ne pas avoir clarifié, voire détaillé l'utilisation de ces contributions, officielles ou officieuses ? Quide par exemple, de la destination et l'utilisation finale de la récente soulte prélevée lors de la vente de TFM à China Molybdenum ?

Regardons plus loin. Cette vision congolaise nous conduit assez naturellement vers le thème du nationalisme des ressources. Il y a 18 mois, ici même, nous interrogeons la Gécamines : « La RDC doit-elle rester une fournisseuse chinoise et exporter du minerai, ou bien commencer à industrialiser en créant dans le pays des unités de transformation, par exemple des usines de batteries, plutôt que d'exporter de la matière

brute? » Répondant à notre question de 2016, le président de la Gécamines révèle aujourd'hui qu'une entreprise asiatique va s'installer en RDC pour y fabriquer des éléments de batteries. L'histoire et la concordance des temps nous enseignent combien ce type de mouvement est classique. Il permet à l'Afrique du Sud d'utiliser ses platinoïdes pour ne plus exporter seulement des métaux bruts, mais des catalyseurs auto, à l'Indonésie de permuter ses exportations de minerai nickélifère par des exportations d'acier inoxydable, à la Chine de ne pas exporter des terres rares, mais des aimants permanents et, demain, à la RDC de transformer des exportations de cuivre et de cobalt en exportations de câbles et des batteries. C'est d'autant plus logique que « lorsque le consommateur africain se réveillera, la Chine tremblera ! »

On ne peut s'opposer à une vision transformatrice de la gestion des ressources naturelles de la RDC. Cependant, la crédibilité ne s'achète pas, d'aucuns souhaiteront connaître la destination de tous ces futurs revenus de la Gécamines. Un fonds souverain ? Avec quelles règles d'engagement ? Les revenus de la Gécamines seront-ils dépensés dans des projets concrets : l'éducation, la santé, l'électrification de la ruralité via des fermes solaires, ou bien disparaîtront-ils au milieu de nulle part ?

En conclusion, éloignons-nous un instant de la Gécamines dont le témoignage exprime cependant qu'un capital humain congolais bouillonnant d'initiatives (voir dans un autre domaine le Sultani Makutano) est en quête de changements pour atteindre une démocratie minière. La RDC n'est pas encore un pays pacifié, même s'il est indécent de le comparer à la Syrie ou au Yémen. Une partie de la communauté internationale vilipende le gouvernement actuel, tandis qu'une autre partie est pragmatique. Ces derniers éléments, tous parfaitement connus, contrastent cyniquement avec la vision avancée par le président de la Gécamines. Au stade des idées, l'État est en retrait par rapport aux idées exprimées par Monsieur Yuma. La vertu ne survivant pas à l'air empoisonné, il subsiste une interrogation : le changement prôné par la Gécamines ne doit-il pas être précédé du changement de quelque chose d'autre ?

Didier Julienne



Lors de l'édition 2018 de Mining Indaba au Cap, Comexas Afrique a invité ses partenaires à profiter d'une croisière au coucher du soleil à bord d'un catamaran pour profiter du point de vue incroyable sur cette ville magnifique. Mining Indaba accueille depuis 20 ans des représentants de l'industrie minière du monde entier. C'est une occasion pour les investisseurs, les entreprises et diverses autres parties prenantes de travailler son « network » et, le plus souvent, d'explorer de nouveaux partenariats possibles. Comexas Afrique croit aux partenariats avec ses clients et prestataires de services; ces partenariats s'appuient sur la confiance et des stratégies sur mesure offrant des solutions personnalisées. Comexas Afrique est et restera toujours votre partenaire logistique.

During the annual mining indaba held in Cape Town, Comexas Afrique invited its partners to enjoy a sunset cruise aboard a catamaran overlooking the beautiful mother city. The mining Indaba has played host to representatives serving the mining industry from all over the world for the last 20 years. It is an opportunity for investors, companies and various other stakeholders to network and more often than not explore new possible partnerships. Comexas Afrique believes in partnerships with its clients and service providers; these partnerships are built on trust and tailor-made strategies offering personalized solutions. Comexas Afrique is and will remain your Logistic Partner, always.



- VENTE D'EQUIPEMENT
- CONTRATS DE SERVICE
- SUPPORT TECHNIQUE

- INSTALLATION & LOGISTIQUE
- EQUIPEMENTS D'OCCASION

The speech of the President of Gécamines at the Indaba Conference in Cape Town must be read several times to understand his frustration.

For the past 18 months, Gécamines President Albert Yuma seems to have been monitoring his joint ventures with international mining companies more closely than in the past. It concludes from this review that in the future, these joint ventures need to be better controlled. The off-shore results of its partners are expected to decrease and therefore the results of the joint ventures will be more significant. At the same time, with the new mining code, the increases will apply:

- Mining royalties paid on copper, cobalt and gold production,
- Margin taxes when the prices of these metals will be 25% above feasibility studies,
- Mining steps.

The period for such an accounting and tax break is cleverly chosen; just at the moment of the Buzz on the electric car. Some people wonder whether these orthodox measures were not concocted by the “big four” who have advised the same international mining companies in the past.

However, after reading this speech, several reflections arise about the DRC’s mining industry, left in disrepair by the same power that wants to purify it today?

If Gécamines were to accurately account for the contributions not collected from its partners for several years, it would have better balanced its arguments by justifying at the same time the use of all the revenues that have been collected for years by the DRC from these same mining companies. Why not have clarified, see detailed use of these contributions, formal or informal? What, for example, is the destination and end use of the recent rebate collected on the sale of TFM to China Molybdenum?

Let’s look further. This Congolese vision leads us quite naturally to the theme of resource nationalism, which has been studied in this blog since 2009. Eighteen months ago, here, we were questioning Gécamines: “Should the DRC remain a Chinese supplier and export ore, or should it start to industrialize by creating processing units in the country, such as battery factories, rather than exporting raw materials? Responding to our 2016 question, the president of Gécamines reveals

today that an Asian company will set up in the DRC to manufacture battery elements. History and the concordance of time teach us how classical this type of movement is. It allowed South Africa to use its platinumoids to export not only raw metals but auto catalysts, Indonesia to swap its exports of nickel ore with exports of stainless steel, China not to export rare earths, but permanent magnets and tomorrow the DRC to transform exports of copper and cobalt into exports of cables and batteries. It makes all the more sense because “when the African consumer wakes up, China will tremble!”

We cannot oppose a transformative vision of natural resource management in the DRC. However, since credibility cannot be bought, some people will want to know the destination of all these future Gécamines revenues. A sovereign wealth fund? With what rules of engagement? Will Gécamines’ revenues be spent on concrete projects: education, health, electrification of rural areas via solar farms, or will they disappear in the middle of nowhere?

In conclusion, let us move away for a moment from Gécamines, whose testimony expresses the fact that a Congolese human capital bubbling with initiatives (see in another field the Sultani Makutano) is in search of changes to achieve a mining democracy. The DRC is not yet a peaceful country, even if it is indecent to compare it to Syria or Yemen. One part of the international community vilifies the current government, while another part is pragmatic.

These latter elements, all of which are well known, contrast cynically with the vision put forward by the President of Gécamines. At the idea stage, the State is behind Mr Yuma’s ideas. Since virtue does not survive the poisoned air, there remains a question: should not the change advocated by Gécamines be preceded by the change of something else?

Didier Julienne

EASY ENERGY

L’électricité pour tous



Siège :

3487, Boulevard du 30 juin , Kinshasa.
République Démocratique du Congo.
Tél. +243 99 60 16 300 / Numéro gratuit: 4488.

www.rawbank.cd

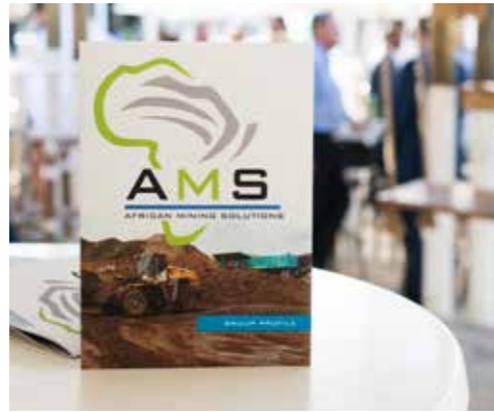
Rawbank Rawbank sa

RAWBANK

is my bank.

African Mining Solutions est un groupe d'entreprises avec des investissements africains diversifiés dans les industries minières et les infrastructures civiles. Katanga Contracting Services et JVChantete sont les sociétés contractantes détenues à 100 % par le Groupe et basées respectivement à Lubumbashi et Kitwe. Voici quelques photos sélectionnées du cocktail annuel AMS Copperbelt Cocktail à Mining Indaba, un événement organisé par Bear Cannon, une firme de marketing basée à Lubumbashi.

African Mining Solutions is a group of companies with diversified African investments across the mining and civil infrastructure industries. Katanga Contracting Services and JVChantete are the Group's wholly owned contracting companies based in Lubumbashi and Kitwe respectively. Here are a few selected photos from the annual AMS Copperbelt Cocktail at Mining Indaba, an event organized by Bear Cannon, a marketing firm based in Lubumbashi.



@KCSmining



A 2000-ton blast just happened here.



intelliBlast™ is a holistic and flexible approach to help customers on their unique journey to optimal blast outcomes. Through optimal energy expenditure we ensure predictable blast outcomes for significant profit growth.

Tel: +27 11 606 0000
 email: company.email@aelms.com
 web: www.aelminingservices.com



MADAME MVETE KISOLOKELE DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE DU GUICHET UNIQUE DE CRÉATION D'ENTREPRISE

Madame Mvete Kisolokele est avocate, chargée d'études puis Conseillère juridique au Cabinet du ministre de la Justice. Elle est aujourd'hui Directrice Générale Adjointe du Guichet Unique de Création d'Entreprise et Chef de travaux à la Faculté de Droit de l'Université Protestante du Congo. Elle se livre dans un entretien accordé à Mining&Business.

Mining and Business : Me. KISOLOKELE, qu'est-ce que le GUCE en RDC et quels sont ses objectifs à moyen terme ?

Mme Mvete Kisolokele : Le Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) est ce service étatique mis en place par le Gouvernement de la République en 2013 dans sa dynamique pour l'amélioration du climat des affaires au pays, avec comme mission fondamentale de faciliter le processus de création d'entreprises en RDC. Grâce à ce centre unique regroupant en son sein tous les services étatiques intervenant dans le processus, toutes les formalités de création d'entreprise sont aisément accomplies en un seul lieu, dans un délai maximum de 3 jours ouvrables, avec un coût réduit de l'équivalent en Francs congolais de 40 usd pour une personne physique (établissement) et 120 usd pour une personne morale ou société. Tout se déroule désormais dans les conditions garanties de célérité et de transparence nécessaires à un

climat d'investissement assaini.

Le GUCE a principalement comme objectif de simplifier davantage le processus de création d'entreprise. C'est ainsi que nous travaillons pour réduire le délai de création à 1 ou 2 jours au plus. Des stratégies sont mises en place pour y parvenir. C'est le cas notamment de la mise en réseau des systèmes informatiques des services intervenant dans le processus de création d'entreprise.

En même temps, nous travaillons pour étendre cette réforme sur toute l'étendue de la RDC et ainsi accroître la présence du GUCE en provinces par un déploiement progressif des antennes à l'intérieur du pays. Une première antenne provinciale est déjà installée à Lubumbashi, et d'autres vont l'être très prochainement à Kisangani, à Matadi, à Bukavu, à Goma et ainsi de suite jusqu'à la couverture totale de l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, grâce à l'informatisation du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM), nous sommes en train de consolider la mise en place du Registre ou Fichier National afin de permettre la transmission des données des immatriculations au RCCM au niveau du fichier régional de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

Bref, Le GUCE entend continuer à contribuer significativement dans les efforts du pays pour améliorer le climat d'investissement. Sa contribution est, à ce point, indéniable au regard des résultats obtenus particulièrement dans le Rapport Doing Business de la Banque Mondiale 2018 qui consacre, au travers l'indicateur Création d'Entreprise, une progression de la RDC de 110 places en 3 ans, la hissant ainsi à la 9ème place dans le classement africain.

MBM : Qu'est-ce que cela change concrètement pour les entreprises ?

Mme MK : Ce qui change pour les entreprises, c'est fondamentalement cette facilitation qu'elles ne pouvaient avoir auparavant. C'est bien ce nouveau cadre qui leur permet de formaliser leurs activités commerciales ou de régulariser les modifications y intervenues par le biais d'inscriptions complémentaires dans des conditions simples, favorables et rapides.

Au nombre d'initiatives de cette facilitation, je peux citer l'installation d'un guichet avancé d'une banque commerciale au sein du GUCE afin d'éviter aux opérateurs économiques des déplacements pour s'acquitter des frais administratifs ; la mise en place d'un site web offrant diverses informations et proposant des modèles des statuts et dernièrement, d'une application informatique dénommée e-guce, qui permet à tout opérateur économique qui a déposé sa demande de création d'entreprise de suivre en ligne l'évolution du traitement de son dossier à partir de son ordinateur, de sa tablette ou de son Smartphone. C'est en effet une véritable révolution en la matière. Le GUCE constitue ainsi un maillon important dans la chaîne du climat des affaires, surtout qu'il intervient ab origine, c'est-à-dire dès le premier pas de l'entrepreneuriat. Il favorise incontestablement le développement des activités du secteur privé et par ricochet, la création des emplois.

MBM : MBM Le GUCE a ouvert en 2017 son antenne à Lubumbashi. Quel message pour les opérateurs économiques de la Province du Haut-Katanga ? Et pour les femmes en particulier en ce « mois de la femme » ?

Mme MK : Mon message est simple, c'est celui d'inviter tous les opérateurs économiques de Lubumbashi à expérimenter le GUCE. C'est alors qu'ils comprendront que réellement, la facilitation à la création d'entreprise est bel et bien dans leurs murs. Une nouvelle ère s'est ainsi installée. Il est bon que tout le monde en profite. Ceux qui évoluent dans l'informel n'ont plus aucune raison d'y demeurer, car la formalisation de leurs activités est désormais simple et facile.

Dans le même sens, je convie les femmes entrepreneures de Lubumbashi à continuer d'œuvrer pour le développement de notre pays en confirmant leur qualité d'actrices du développement. Cela passe nécessairement par la formalisation de leurs activités génératrices de revenus. Le GUCE se veut être leur allié dans cette approche, car prêt à les servir et à les accompagner dans l'élaboration des stratégies basées sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin pour leur véritable et durable autonomisation.

Si à la faveur de la simplification de la procédure de formalisation des entreprises avec le GUCE, le taux de création d'entreprises par les femmes à Kinshasa est passé de 7 à 35 pour cent en 4 ans, rien n'empêcherait que les femmes du Haut-Katanga ne puissent en faire autant, sinon plus.



“ je convie les femmes entrepreneures de Lubumbashi à continuer d'œuvrer pour le développement de notre pays en confirmant leur qualité d'actrices du développement. ”

MRS MVETE KISOLOKELE, DEPUTY DIRECTOR GENERAL OF THE OFFICE FOR THE CREATION OF COMPANIES

Ms MVETE KISOLOKELE is a lawyer. She was analyst then legal adviser to the Cabinet of the Minister of Justice. She is now Deputy Director General of the Single Window for the creation of companies and senior research assistant at the Faculty of Law of the Protestant University of Congo. She granted an interview to Mining&Business Magazine

Mining and Business: Me. KISOLOKELE, what is the GUCE in the DRC and what are its medium-term objectives?

Mrs Mvete Kisolokele: The One-Stop Shop for Business Start-up (GUCE) is the government service set up by the Government of the Republic in 2013 in its drive to improve the business climate in the country, with the fundamental mission of facilitating the process of business creation in the DRC. Thanks to this unique centre which brings together all the government departments involved in the process, all the formalities for setting up a business can be swiftly completed in one place. For a natural person (establishment), setup is within a maximum of 3 working days at a reduced cost of the equivalent of 40 USD in Congolese francs and 120 USD for a legal entity or company. Everything now takes place under the guaranteed conditions of speed and transparency necessary for a sound investment climate.

The primary objective of the GUCE is to simplify the business start-up process further. We work to reduce the creation time to a maximum of 1 or 2 days because strategies are in place to achieve this. An example of this would be the IT systems networking services involved in the business creation process.

At the same time, we are working to extend this reform throughout the DRC and thus increase the presence of the GUCE in the provinces through a gradual deployment of branches within the country. A first provincial branch has already been set up in Lubumbashi, and others will soon be set up in Kisangani, Matadi, Bukavu, Goma and so on until the entire national territory is fully covered.

In addition, thanks to the computerization of the Trade and Personal Property Credit Register (RCCM), we are consolidating the establishment of the National Register or File in order to allow the transmission of registration data to the RCCM at the level of the regional file of the Organisation for the Harmonization of Business Law in Africa (OHADA).

MBM : MBM: What does this mean in practice for companies?

Mrs MK : What changes for companies is the facilitation that they could not have had before. It is this new framework that allows them to formalise their commercial activities or regularise the changes made to them using additional registrations under simple, favourable and rapid conditions.

Among the initiatives of this facilitation, I can cite the installation of an advanced window of a commercial bank within the GUCE in order to save economic operators from having to travel to pay administrative costs; the creation of a website offering various information and models of the statutes and, more recently, a computer application called e-guce, which allows any economic operator who has submitted a request for the creation of a business to follow the progress of the processing of his file from his computer, tablet or Smartphone. It is indeed a real revolution in this field.



The GUCE is thus an essential link in the chain of the business climate because as it intervenes from the outset, i.e. from the first step of entrepreneurship. It undoubtedly favours the development of private sector activities and, in turn, job creation.

MBM: GUCE opened its branch in Lubumbashi in 2017. What message do you have for economic operators in the Province of Upper Katanga? As “woman’s month” has been, what advice do you have for women?

Mrs MK : My message is simple: it is to invite all economic operators in Lubumbashi to experiment with GUCE. It is then that they will understand the facilitation of business creation is within their reach. A new era has thus taken hold, and it is good that everyone can benefit from it. Those who move into the informal sector no longer have any reason to remain there, as the formalisation of their activities is now simple and straightforward.

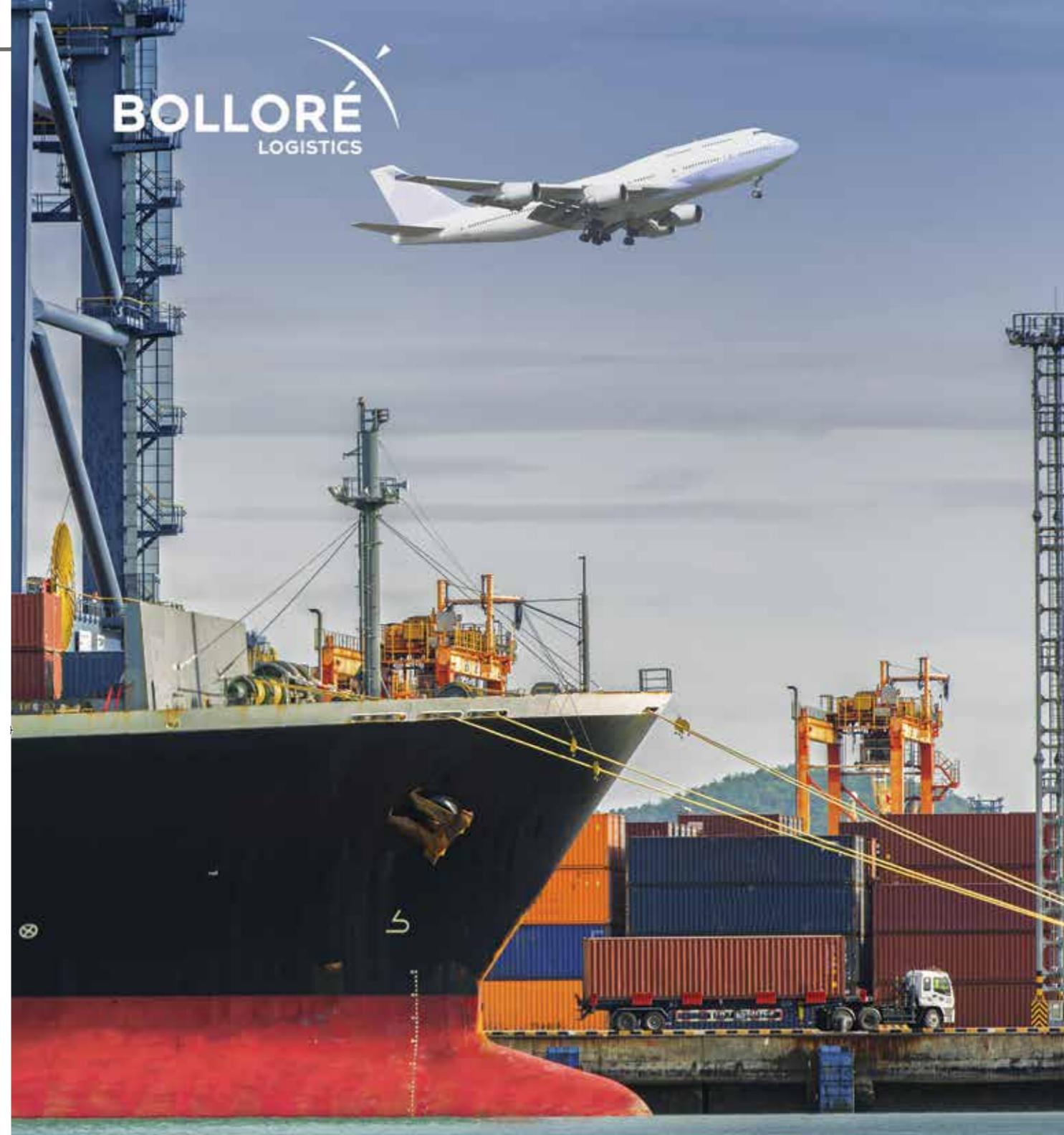
In the same vein, I invite women entrepreneurs in Lubumbashi to continue working for the development of our country by confirming their status as development actors which involves formalising their income-generating activities. The GUCE wants to be their ally in this approach, as it is ready for the future.

“ I invite women entrepreneurs in Lubumbashi to continue working for the development of our country by confirming their status as development actors which involves formalising their income-generating activities. ”



Bollore Logistics, l'un des leaders mondiaux du transport international et de la logistique, a organisé un cocktail à l'occasion de l'édition 2018 de Mining Indaba pour ses clients.
Une bonne occasion de se retrouver et de discuter des futures affaires !

Bollore Logistics, a global leader in international transport & logistics, organized a cocktail at the Mining Indaba 2018 for their clients.
A good occasion to catch up and discuss past and future business !



UN ACTEUR GLOBAL DE LA SUPPLY CHAIN

- Transport Multimodal
- Douane & Conformité Règlementaire
- Logistique
- Global Supply Chain
- Projets Industriels

Pour tout contact:
sales.katanga@bollore.com
+243 993 283 098
www.bollore-logistics.com

Un réseau mondial intégré
105 pays, 601 agences, 21 000 professionnels

SERGE BILAMBO - STANDARD BANK

Mining and Business Magazine a rencontré à Indaba Mining Serge Bilambo responsable des projets miniers à la Standard Bank



Mining and Business Magazine : Monsieur Bilambo, parlez-nous des nouveaux projets qui vont compter en 2018-2019?

Serge Bilambo: les deux prochaines années 2018-2019 devraient voir quelques projets intéressants évoluer de manière significative:

- Certains en phase de production comme celui de la société SICOMINES qui devrait atteindre sa production maximale ou celui de Kamoto Copper Company dont le démarrage de la nouvelle usine de production a eu lieu il y a quelques semaines et qui projette une production significative dès cette année 2018 avec pour objectif d'atteindre sa production maximale fin 2019;

- D'autres en phase de construction ou de préparation de la mine comme celui KAMOA/KAKULA du groupe Zijin, celui KIPUSHI CORPORATION du groupe IVANHOE en partenariat avec la GECAMINES, celui de METALKOL du groupe ERG et encore celui du gisement de DEZIWA avec la société SOMIDEZ;

Tous ces projets reflètent le dynamisme du secteur minier de la République Démocratique du Congo aidé par l'évolution des cours de certains minerais comme le cobalt et le zinc. La République Démocratique

du Congo devrait donc très vraisemblablement atteindre une production de 1,25 -1,30 millions de tonnes de cuivre à la fin de l'année 2018 et conforter sa position sur le continent africain.

MBM : Quels sont les conséquences concrètes des changements du code minier qui va obliger les entreprises à rapatrier 60% des devises au lieu de 40%?

SB: Je voudrais d'abord relever le fait que toutes les parties, à savoir le gouvernement de la République Démocratique du Congo, les opérateurs du secteur des mines, les bailleurs de fonds et la société civile étaient tous d'avis que le Code Minier en vigueur et promulgué en 2002, tout en ayant favorisé la relance du secteur des mines de la RDC avait des faiblesses et qu'il était indiqué de l'améliorer.

Le Code Minier de 2002 obligeait aux opérateurs titulaires des droits miniers de rapatrier un minimum de 40% de leurs recettes d'exportation. Cette disposition qui était aussi reprise dans la Réglementation de Change de la Banque Centrale du Congo a été renforcée par cette dernière en Octobre 2014 en restreignant l'utilisation de cette portion des recettes rapatriées au sein de l'économie domestique. Ainsi ces 40% des recettes d'exportations rapatriées ne peuvent qu'être utilisés que pour effectuer des paiements locaux.

Les opérateurs miniers éprouvaient des lors des difficultés à absorber ces recettes rapatriées du fait que plusieurs de leurs fournisseurs étaient à l'étranger.

La loi sur la sous-traitance locale visant la promotion d'une sous-traitance locale et l'émergence d'une classe moyenne en République Démocratique du Congo allait donc dans le même sens en offrant au secteur des mines des possibilités d'absorption desdites recettes localement au bénéfice des sous-traitants locaux. Il me paraît donc indispensable d'encadrer la sous-traitance locale afin de la professionnaliser, la rendre efficace et compétitive et donner ainsi une chance à ce que cette loi permette d'atteindre les objectifs fixés.

Cependant, il sied de noter que les opérateurs miniers éprouvent des difficultés à trouver une sous-traitance locale spécialisée, professionnelle et offrant des services de qualité et aux standards internationaux.

Si cette visant à augmenter le minimum des recettes d'exportation à rapatrier de 40% à 60% est une nouveauté apportée au nouveau Code Minier, ce que je ne peux confirmer car n'ayant pas encore pris connaissance de toutes les dispositions dudit Code Minier, je pense que ceci ne va faire qu'exacerber le sentiment et la frustration du secteur en ce qui concerne la hauteur du minimum à rapatrier et les restrictions d'utilisation desdits fonds (économie domestique uniquement). Il est vrai que l'économie de la RDC est fort dépendante du secteur des mines, principale source de devises, mais les possibilités d'utiliser lesdits flux au sein de l'économie nationale demeurent une préoccupation pour les opérateurs du secteur des mines.

Toutefois il convient de souligner que dans les pays d'Afrique de l'Ouest, les opérateurs miniers ont l'obligation de rapatrier 100% des recettes d'exportation alors que plus près de nous, en Zambie, les opérateurs miniers n'ont aucune obligation à rapatrier les recettes d'exportation. Tout ceci pour dire que cette disposition n'est pas une exception congolaise mais nécessite une réflexion approfondie.

MBM : Une information à communiquer?

SB: Je voudrais juste conclure en rappelant que la Standard Bank RDC est très attachée au secteur des mines de la République Démocratique du Congo, secteur qui représente un élément important de sa stratégie en RDC. La Banque a consenti des investissements importants afin de doter sa filiale en RDC des outils technologiques de pointe et de lui permettre de continuer à accompagner ces clients du secteur des mines ainsi que leur chaîne des valeurs et les faire bénéficier de sa longue expérience et son expertise du secteur.

Nous espérons donc que les incertitudes actuelles liées à la Révision du Code Minier ne viendront pas perturber la dynamique actuelle du secteur et que les différents intervenants pourront harmoniser leurs vues et permettre au secteur de retrouver une certaine sérénité.

Je vous remercie.

SERGE BILAMBO - STANDARD BANK

Mining and Business Magazine met with Serge Bilambo at Indaba Mining, Head of Mining Projects at Standard Bank.

Mining and Business Magazine: Mr Bilambo, tell us about the new projects that will take place in 2018-2019?

Serge Bilambo: the next two years 2018-2019 should see some exciting projects evolve significantly:

Some in the production phase, such as SICOMINES, which is expected to reach its maximum production capacity, or Kamoto Copper Company, which started up its new production plant a few weeks ago and plans to start up significant production in 2018 with the aim of reaching its maximum output by the end of 2019;

Others in the construction or preparation phase of the mine, such as KAMOA/KAKULA from the Zijin group, KIPUSHI CORPORATION from the IVANHOE group in partnership with GECAMINES, METALKOL from the ERG group and the DEZIWA field with SOMIDEZ;

All these projects reflect the dynamism of the mining sector in the Democratic Republic of Congo, helped by the evolution of the prices of certain minerals such as cobalt and zinc. The Democratic Republic of Congo is therefore very likely to reach a production of 1.25 -1.30 million tonnes of copper by the end of 2018 and consolidate its position on the African continent.

MBM: What are the concrete consequences of the mining code changes that will force companies to repatriate 60% of currencies instead of 40%?

SB: First of all, I would like to point out the fact that all parties, namely the Government of the Democratic Republic of the Congo, mining operators, donors and civil society shared the opinion. That is, the mining code in force and promulgated in 2002 while promoting the revival of the DRC's mining sector, had weaknesses and that it was advisable to improve it.

MBM: What are the concrete consequences of the mining code changes that will force companies to repatriate 60% of currencies instead of 40%?

"The Democratic Republic of Congo is therefore very likely to reach a production of 1.25 - 1.30 million tonnes of copper by the end of 2018 and consolidate its position on the African continent."

SB: First of all, I would like to point out the fact that all parties, namely the Government of the Democratic Republic of the Congo, mining operators, donors and civil society shared the opinion. That is, the mining code in force and promulgated in 2002 while promoting the revival of the DRC's mining sector, had weaknesses and that it was advisable to improve it.

The 2002 Mining Code required operators with mining rights to repatriate a minimum of 40% of their export earnings. This provision, which included in the Central Bank of Congo's Foreign Exchange Regulation, was reinforced by the latter in October 2014 by restricting the use of this portion of the revenues repatriated within the domestic economy. Thus, this 40% of the income from repatriated exports could only be used to make local payments.

Mining operators were experiencing difficulties in absorbing these repatriated revenues because several of their suppliers were abroad.

The law on local subcontracting aimed at promoting local subcontracting and the emergence of a middle class in the Democratic Republic of Congo was, therefore, moving in the same direction by offering the mining sector the possibility of absorbing these revenues locally for the benefit of local sub-contractors. Consequently, I feel it is essential to provide a framework for local subcontracting to

professionalise it, make it efficient and competitive and thus give the law a chance to achieve the objectives set.

However, remember mining operators have difficulty in finding specialised, professional local sub-contractors offering quality services and meeting international standards.

I have not yet taken note of all the provisions of the said Mining Code and nor is it confirmed, however, if this provision to increase the minimum export earnings repatriated from 40% to 60% as a novelty brought to the new Mining Code, it will exacerbate the feeling and frustration of the sector. Specifically about the height of the minimum to be repatriated and the restrictions on the use of the said funds (domestic economy only). It is true that the DRC's economy is highly dependent on the mining sector, which is the primary source of foreign exchange, but the possibility of using these flows within the national economy remains a concern for operators in the mining sector.

However, it should be pointed out that in West African countries, mining operators have the obligation to repatriate 100% of export earnings, whereas closer to us in Zambia, mining operators have no obligation to repatriate export earnings. All this to say that this provision is not a Congolese exception but requires careful consideration.

MBM: Information to communicate?

SB: I would just like to conclude by recalling that Standard Bank DRC is very attached to the mining sector in the Democratic Republic of Congo, which is an integral part of its strategy in the DRC. The Bank has made significant investments to equip its subsidiary in the DRC with state-of-the-art technological tools and to enable it to continue to support these clients in the mining sector and their value chain and to share its long experience and expertise in the industry with them.

We, therefore, hope that the current uncertainties related to the revision of the Mining Code will not be disturbing.

Panaco
Electricité Générale

NOUS ECLAIRONS VOTRE AVENIR

DRC MINING WEEK RASSEMBLERA À NOUVEAU PLUS DE 300 EXPERTS DE L'INDUSTRIE MINIÈRE LORS DE SA CÉLÈBRE EXPOSITION ET CONFÉRENCE EN JUIN PROCHAIN

Mining & Business rencontre exclusivement Elodie Delagneau, Directrice de l'événement DRC Mining Week afin de partager sa vision et dévoiler les nouveautés de l'édition 2018



Mining & Business: Dites-en nous un peu plus sur DRC Mining Week et son évolution.

Elodie Delagneau: DRC Mining Week existe depuis 13 ans et pour conserver notre position de leader, nous garantissons chaque année, lors de la conférence, un bon équilibre entre des intervenants de qualité que sont les représentants du gouvernement, de l'industrie et les fournisseurs. Nous nous sommes donnés les moyens d'évoluer avec l'industrie minière afin d'anticiper les besoins de cette industrie. Le résultat offre chaque année aux participants la garantie d'une exposition de grande qualité, centrée sur les pratiques en cours et au fait des nouvelles technologies.

Notre conférence met en lumière les équipements et les solutions les plus novateurs de l'industrie minière, permet aux experts de partager leurs connaissances lors d'ateliers de formation technique gratuits, et donne la possibilité aux gestionnaires de projets de découvrir les projets les plus innovants de l'industrie. Qu'est-ce qui différencie DRC

M&B: Mining Week et quel est l'intérêt à y participer ?

ED: DRC Mining Week a établi sa réputation en attirant en RDC les parties prenantes et investisseurs étrangers. Chaque année, la participation internationale continue de croître avec un taux atteignant 60% local et 40% international en 2017. Plus de 40 pays devraient être représentés cette année, dont le pavillon sud-africain avec 31 entreprises et le pavillon zimbabwéen avec 10 entreprises.

L'événement a aussi à cœur de donner les mêmes opportunités à l'ensemble des fournisseurs afin de présenter leurs solutions au secteur minier en RDC. Les PME bénéficieront ainsi d'une zone dédiée afin de rencontrer clients actifs et potentiels mais aussi afin de montrer quelles solutions les fournisseurs locaux peuvent proposer pour améliorer l'efficacité des opérations minières en RDC.

DRC Mining Week n'est pas seulement une exposition et une conférence. C'est une plate-forme de réunion et de réseautage pour tous les participants dans le but de se rencontrer, discuter et créer des synergies pour le bénéfice de l'industrie. Cette année encore, les sponsors, exposants et délégués auront la possibilité de se mettre en relation et d'échanger avant l'événement via une plateforme de matchmaking en ligne. Cet outil leur donnera l'opportunité de programmer leurs rendez-vous d'affaires en fonction des séances de la conférence auxquelles ils souhaitent participer et du calendrier social proposé par DRC Mining Week.

M&B: Quelles sont les nouveautés en 2018?

ED: L'exposition sera plus grande que l'année passée, à l'intérieur et à l'extérieur, avec la présence de plus de 160 fournisseurs locaux et internationaux. Le développement de DRC Mining Week en une plateforme industrielle complète se poursuit avec la présence d'un espace élargi dédié à l'agriculture et aux fournisseurs en équipements et engrais. Un parc technologique et énergétique a également été ajouté, ainsi qu'une zone adaptée aux équipements lourds.

Plus de 3 300 experts miniers internationaux et actionnaires locaux issus de plus de 40 pays sont attendus. DRC Mining Week offre gratuitement un volet de formation pratique : des ateliers techniques ainsi que l'opportunité exclusive pour les délégués d'assister à la visite technique du site de la plus grande découverte de gisement de cuivre en Afrique, le projet Kamo-a-Kakula dirigé par Ivanhoe Mines.

M&B: Quels sujets tendances seront abordés à la conférence ?

ED: DRC Mining Week proposera encore une fois une conférence de haut niveau centrée sur les défis et les développements de l'industrie dont les options de financement des sociétés minières, l'amélioration des relations entre le secteur public et privé, le Code Minier, les tarifs douaniers, la formation et le développement ainsi qu'un récapitulatif des projets en cours.

La liste des premiers conférenciers confirmés pour l'événement inclut:

- Serge Bilambo, Mines et Métaux, Standard Bank RDC
- Simon Tuma Waku, Vice-président, Chambre des Mines, RDC
- Richard Robinson, Directeur général, Alphamin Bisie Mines, RDC
- Jean Jacques Mukulu, Associé Assurance & Conseil, PwC, RDC
- Jean Felix Mupande, Directeur général, Cadastre des Mines, RDC
- Bertrand Montebault, Avocat – Barreau de Paris, Herbert Smith Freehills, South Africa LLP, Afrique du Sud
- Mark Bristow, CEO, Randgold, Royaume-Uni
- Gaëtan E. Munkeni, Directeur régional, FBN Bank, RDC
- Guy Nzuru, Directeur Général- Opérations RDC, Ivanhoe Mines, RDC

L'ensemble des informations et options d'inscription sont disponibles sur www.drcminingweek.com



DRC Mining Week gathers over 3000 global and local mining experts during its famous conference in Lubumbashi in June 2018

Mining & Business met with Elodie Delagneau, Event Director for DRC Mining Week to share her vision and unveil the key features for the 2018 edition.

MINING & BUSINESS: Tell us a little bit about the DRC Mining Week and how the event has evolved over the years.

Elodie Delagneau: DRC Mining Week has been around for 12 years and to remain relevant we have always made sure that we have the right balance of high-level representatives from government, industry and suppliers at our conference and expo. The event has evolved into a flagship conference and expo which is the most significant mining and industrial platform in the DRC, showcasing the vast investment opportunities in the sector. We have also made sure that we have grown with the industry and anticipated its needs as it has evolved in the DRC. This has led to an exciting, extremely practical and technologically savvy expo where the latest industry hardware and solutions are on display, where industry experts share their knowledge in free technical seminars and where project developers can discover the latest innovations in mining projects. All in all, a mining platform for the whole industry in the hub of Lubumbashi!

M&B: What differentiates DRC Mining Week and how will attendees gain from participating?

ED: DRC Mining Week has built its reputation by bringing international stakeholders and investors to the DRC. Year after year, the international participation keeps on growing with a ratio reaching 60% local and 40% international in 2017. Over 40 countries are expected to be represented this year which will include the South African pavilion with 31 companies and the Zimbabwean pavilion with ten companies.

The event also has at heart to give equal opportunities to all suppliers to present their solutions for the mining sector. SME's will benefit from a dedicated zone to meet with existing clients and potential partners and demonstrate what local suppliers have to offer to improve the efficiency of mining operations in the DRC.

DRC Mining Week is not just an exhibition and conference. It is a meeting and networking platform for all attendees to meet, discuss and create synergies for the benefit of the industry. Once again this year, sponsors, exhibitors and delegates will be given the opportunity to connect and exchange before the event via an online matchmaking

platform. This tool will provide them with the opportunity to schedule their business meetings according to the conference sessions they wish to attend and the busy social calendar offered by DRC Mining Week.

M&B: What are the new expo features in 2018?

ED: The indoor and outdoor expo areas have expanded, featuring more than 160 local and international suppliers. DRC Mining Week's evolution into a full industrial platform also continues as the agricultural zone will be extended this year with added equipment and fertiliser suppliers. There will furthermore be a dedicated power services and Technology Park as well as a machinery area for heavy equipment. More than 3300 international mining experts and local stakeholders from over 40 countries are expected to attend. Part of the practical learning at DRC Mining Week is the free technical workshops as well as an exclusive opportunity for delegates to participate the technical site visit to Africa's largest copper discovery at Kamoa-Kakula copper project operated by Ivanhoe Mines.

M&B: What will be the hot topics tackled at the conference?

The event will feature a high-level strategic conference that will focus on challenges and developments in the industry including finance options for mining houses, improving private and public sector relationships, the mining code, customs tariffs, training and development as well as project updates.

Early confirmed speakers at the conference include:

Serge Bilambo, Head of Mining and Metals, Standard Bank DRC
Simon Tuma Waku, Vice President, Chamber of Mines, DRC
Richard Robinson, Managing Director, Alphamin Bisie Mines, DRC
Jean Jacques Mukulu, Assurance & Advisory Partner, PwC, DRC
Jean Felix Mupande, Executive Director, Mining Cadastre, DRC
Bertrand Montembault, Attorney - Bar of Paris, Herbert Smith Freehills South Africa LLP, South Africa
Mark Bristow, CEO, Randgold, UK
Gaëtan E. Munkeni, Regional Director, FBN Bank, DRC
Guy Nzuru, Director General – DRC Operations, Ivanhoe Mines, DRC

Full information on the event and registration available on www.drcminingweek.com

Prêt à diversifier votre offre commerciale?



**LA PLUS
GRANDE EXPO
& CONFÉRENCE
MINIÈRE ET
INDUSTRIELLE EN
RDC**

+160 fournisseurs en services et technologies |
2500 m2 d'espace d'expo intérieure et en plein air |
+4000 participants | **+3** de pavillons internationaux
| **+40** pays représentés | **+1000** connections |
professionnelles avec la plateforme de matchmaking
en ligne | **+100** démonstrations de produits | **+50** VIP

WWW.DRCMININGWEEK.COM

**DRC MINING
WEEK** EXPO & CONFERENCE

13 – 15 Juin 2018

Hôtel Pullman Grand
Karavia, Lubumbashi, RDC



Yasuyoshi CHIBA / AFP



Ancienne exciseuse de mutilations génitales féminines (MGF) de la tribu Pokot Chepchai Limaa pose dans la grotte abandonnée où les filles se sont reposées pour guérir après leur circoncision, jusqu' à ce que les mutilations génitales féminines (MGF) soient interdites en 2010, à leur site spirituel près du village de Katabok, au nord-est de l'Ouganda, le 30 janvier 2018.

L'ONU estime que plus de 200 millions de filles et de femmes ont subi des mutilations génitales féminines, ce qui met leur vie en danger et implique l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes d'une femme. Le 6 février 2018 marque la 6e Journée internationale de tolérance zéro pour les mutilations génitales féminines.

Ex-female genital mutilation (FGM) cutter of the Pokot tribe Chepchai Limaa poses in the abandoned cave referred to as their spiritual site near Katabok village, northeast Uganda, on January 30, 2018. The girls used to rest here to heal after their circumcision until its ban in 2010.

The UN estimates that over 200 million girls and women have experienced FGM which is a life-threatening procedure that involves the partial or total removal of a woman's external genitalia. February the 6th of 2018 marks the 6th International Day of Zero Tolerance for FGM

ACTIVITÉS MINIÈRES DANS LE HAUT-KATANGA ET LA PROVINCE DE LUALABA

L'année 2018 a commencé avec une augmentation continue des prix du cuivre et du cobalt sur le marché mondial. Les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba dans le sud de la RDC sont bien développées avec des mines existantes et des projets avancés pour ces produits. Les investisseurs du monde entier ont manifesté beaucoup d'intérêt pour ces projets et une brève synthèse des activités récentes sur certains projets sélectionnés vous est présentée ci-dessous.



1. **Sicomines** : située à Kolwezi, détenue par China Railway [33 %], Sino Hydro Corp [30 %], Gécamines [20 %], Gilbert Kalamba Banika [12 %] et Huayou Cobalt [5 %]. La société a produit en 2017 un total de 193 516 tonnes de concentrés de cuivre et 35 951 tonnes de cathodes de cuivre.

2. **Boss Mining** : situé à Kakanda au sud-est de Kolwezi, la mine appartient à ERG et la Gécamines. Elle a produit en 2017 un total de 45 532 tonnes de Cobalt concentré et 37 294 t de cathodes Cu et 5 038 tonnes de concentrés Cu/Co.

3. **Chemaf** : située à la mine de l'Étoile au nord de Lubumbashi, cette propriété de Virji Shiraz a produit en 2017 un total de 28 186 tonnes de cathodes de cuivre. L'évaluation du projet Kolwezi Mutoshi est en cours.

4. **Tenke Fungurume Mining** : située à Fungurume, cette mine détenue par China Molybdenium et la Gécamines, a produit en 2017 un total de 215 364 t de cuivre cathodes. Des plans d'expansion pour la mine et l'usine sont en cours.

5. **Ruashi Mining** : située au nord de Lubumbashi, appartenant au groupe Jinchuan [75 %] et à la Gécamines [25 %], cette mine a produit en 2017 un total de 31 536 tonnes de cathodes Cu, cette société est actuellement à la recherche de minerais de cuivre et de cobalt à partir de 3 % pour le cuivre et 0,5 % pour le cobalt.

6. **KCC** : située à Kolwezi, la société est détenue par Glencore et Gécamines. KCC a produit en 2017 un total de 80 329 t de concentrés Cu/Co.

7. **Mine de Kinsenda [KICC]** : située entre Kasumbaleza et Mokambo, cette mine est la propriété de Metorex [Jinchuan Group] et de Sodimico. La production débutera en 2018. Trafigura est un des acheteurs et Impala Terminals fait la manutention.

8. **Big Hill / GTL** : située dans Lubumbashi, détenue par George Forrest International [70 %] et Gécamines [30 %]. STL a produit en 2017 un total de 14 272 tonnes d'alliage blanc [30 % de cobalt et 30 % de Sulfures de cuivre]. Le groupe était en arbitrage avec la Gécamines, mais Georges Forrest lui-même semble avoir trouvé une issue à la mésentente.

9. **Mutanda Mining** : située à 40 km à l'est de Kolwezi, c'est une propriété de Glencore et GCM. La mine a produit en 2017 un total de 163 709 tonnes de cathodes de cuivre et 80 175 tonnes de co-hydroxydes.

10. **Projet Musonoi** : situé à Kolwezi, ce projet appartient au Groupe Jinchuan et à la Gécamines. Le projet est en phase d'évaluation finale. Les différentes options des concentrés de sulfures potentiels sont sur la table : Zambie/Fonderies en RDC [Shituru, Luilu ou STL], ou une future usine polymétallurgique à Ruashi ?

11. **Projet Kamao/Kakula** : situé à 40 km au sud-ouest de Kolwezi et propriété d'Ivanhoe. Le projet est en phase d'évaluation continue. C'est le plus grand projet de sulfure de cuivre récemment découvert au monde.

12. **Kipoi/SEK/Tiger Resources** : situé à 70 km au nord-ouest de Lubumbashi, détenu par Tiger Resources et GCM, la mine a produit en 2017 un total de 17 738 t de cathodes de cuivre, les actifs viennent d'être vendus à Sinomine Fuhai [HK] Ltd.

13. **COMIDE** : située à 60 km au nord-est de Kolwezi, la mine est propriété d'ERG et GCM. Elle a produit en 2017 un total de 5 723 t de concentrés de cuivre et 45 823 tonnes de concentrés Cu/Co.

14. **FRONTIER** : située à 15 km au nord-ouest de Sakania et appartenant à ERG et à Sodimico, la mine a produit en 2017 un total de 378 224 tonnes de concentrés de cuivre.

15. **MMR/Iverland** : située à 30 km à l'ouest de Lubumbashi, la mine appartient à SOMIKA et GCM. Elle a produit en 2017 un total de 37 816 tonnes de concentrés Cu/Co et 1 753 t de cathodes Cu. Iverland fournit des concentrés à Kipoi et à Ruashi Mining.

16. **MMG/Kinsevere** : située à 35 km au nord de Lubumbashi et détenue par MMG et GCM, la mine a produit en 2017 un total de 79 504 t de cathodes de cuivre. La société étudie des options de concentrés de sulfures avec une fonderie Zambie/RDC si MMG décide de se lancer dans le développement du gisement de sulfures.

17. **Huachin Mining** : situé à la mine de Mabende à environ 60 km nord-ouest de Lubumbashi. La société détenue par CNMC et GCM a produit en 2017 un total de 29 765 tonnes de cathodes de Cuivre et 14 272 tonnes d'alliage blanc.

18. **Gécamines** : les divers sites appartenant à GCM ont produit en 2017 un total de 11 757 tonnes de cathodes de Cu et 23 000 tonnes de zinc.



ACTIVITIES AT SELECTED MINING SITES IN THE PROVINCES HAUT KATANGA AND LUALABA

The year 2018 started with a continued increase in the world market prices of both copper and cobalt. The Haut Katanga and Lualaba Provinces in the south of the DRC developed with existing mines and advanced projects for these commodities. There has been much interest by investors from all over the world in these projects and below is a summary of the recent activities on some selected projects.

1.Sicomines: located in Kolwezi, owned by China Railway (33%), Sino Hydro Corp (30%) Gecamines (20%), Gilbert Kalamba Banika (12%), Huayou Cobalt (5%) produced in 2017 a total of 193,516 t of Cu Concentrates and 35,951 t of Cu Cathodes.

2.Boss Mining: located in Kakanda and to the SE of Kolwezi, owned by ERG and GCM, produced in 2017 a total of 45,532 t of Co concentrates and 37,294 t of Cu cathodes and 5,038 t of Cu/Co concentrates.

3.Chemaf: located at Etoile Mine North of Lubumbashi, owned by Virji Shiraz, produced in 2017 a total of 28,186 t of Cu Cathodes, the evaluation of the Kolwezi Mutoshi Project is underway.

4.Tenke Fungurume Mining: located at Fungurume, owned by China Molybdenum and GCM, produced in 2017 a total of 21 5,364 t of Cu Cathodes, expansion plans for the mine and plant are underway.

5.Ruashi Mining: located North of Lubumbashi, owned by Jinchuan

Group (75%) and Gecamines (25%), produced in 2017 a total of 31,536 t of Cu Cathodes, looking actively for outside oxide feed (3% Cu and 0.5% Co.

6.KCC: located in Kolwezi, owned by Glencore and GCM, produced in 2017 a total of 80,329 t of Cu/Co Concentrates.

7.Kinsenda Mine: located between Kasumbaleza and Mokambo, owned by Metorex (Jinchuan Group) and Sodimico, production start in 2018. Apparently have a long-term Cu-Co Agreement with Trafigura and Impala Terminals are doing contract mining.

8.Big Hill/GTL: located in Lubumbashi, owned by George Forrest International (70%) and Gecamines (30%), produced in 2017 a total of 14,272 t of Alliage Blanc (30% Co and max 30% Cu Sulphides), in arbitration court with GCM. But Georges Forrest himself seems to have resolved the situation.

9.Mutanda Mining: located 40 km east of Kolwezi, owned by Glencore and GCM, produced in 2017 a total of 163,709 t of Cu Cathodes and 80,175 t of Co Hydroxides.

10.Musonoi Project: located in Kolwezi, owned by Jinchuan Group and Gecamines, Project in final Evaluation Phase. Potential Sulphide Concentrate Options—Zambia/DRC Smelters, future Ruashi Roaster?

11.Kamoa/Kakula Project: located 40 km SW of Kolwezi, owned by Ivanhoe, Project in continued Evaluation Phase, largest newly discovered Cu Sulphide Project in the world.



12.Kipoi/SEK/Tiger Resources: located 70 km NW of Lubumbashi, owned by Tiger Resources and GCM, produced in 2017 a total of 17,738 t of Cu Cathodes, Assets being sold to Sinomine Fuhai (HK) Ltd.

13.COMIDE: located 60 km ENE of Kolwezi, owned by ERG and GCM, produced in 2017 a total of 5,723 t of Cu Concentrates and 45,823 t of Cu/Co Concentrates.

14.Frontier Mine: located 15 km NW of Sakania, owned by ERG and Sodimico, produced in 2017 a total of 378,224 t of Cu Concentrates.

15.MMR/Iverland: located 30 km West of Lubumbashi, owned by SOMIKA and GCM, produced in 2017 a total of 37,816 t of Cu/Co Concentrates and 1,753 t of Cu Cathodes, Iverland supplies concentrates to Kipoi and Ruashi Mining.

16.MMG/Kinsevere: located 35 km North of Lubumbashi, owned by MMG and GCM, produced in 2017 a total of 79,504 t of Cu Cathodes.

Potential Sulphide Concentrate Options—Zambia/DRC Smelters if MMG decides to go into the sulphide orebody development.

17.Huachin Mining: located at Mabende Mine approx. 60 km NNW of Lubumbashi, owned by CNMC and GCM, produced in 2017 a total of 29,765 t of Cu Cathodes and 14,272 t of Alliage Blanc.

18.GCM: various locations, owned by GCM, produced in 2017 a total of 11,757 t of Cu Cathodes and 23,000 t of various Zinc Metals.

TRADE SERVICE

« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT NOS DEVOIRS

TRADE SERVICE

Export / Import
Assistance en douane et transit
Transport (Douane et Manutention)
Tous documents
Délais et délais
Experts & négociants

www.tradeservice-sprl.com

Lubumbashi | Kinshasa | Boma | Mbuji | Kolwezi | Sakania | Kasumbaleza | Fwela | Johannesburg

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com

GeoQuest
Mineral Exploration, GIS & Environmental Services

geoquest@mwangaza-rdc.net | +243 817 372 552

ELECTRIQUE AFRIQUE

Le MOCI (Moniteur du Commerce International depuis 1883), le CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) organisent chaque année le « Forum Afrique ». Début février, plus de 1300 délégués étaient présents à Paris pour cette conférence. Didier Julienne, fidèle à M&B depuis 2014, y intervenait sur le thème des opportunités de la transition énergétique africaine.



L'urbain. Dans 25 ans, des dizaines de villes africaines auront plus de 5 millions d'habitants. À l'image de la pénétration des smartphones sans passer par l'étape du téléphone filaire, comment imaginer que l'Afrique ne passera pas des villes anarchiques directement aux villes intelligentes et économes en électricité ? De l'artisanat aux industries robotisées avec intelligence artificielle ? De l'agriculture traditionnelle aux herbicides biocontrôlés sans glyphosate ? Du vélo à la voiture électrique ? Tout cela aura une contrepartie ; la nécessité d'une électricité de masse, fiable et permanente et évidemment de réseaux adaptés à ces fortes consommations.

Dans 50 ans, les mini-réseaux décentralisés et ruraux seront toujours indépendants des grands réseaux électriques centralisés et urbains. Les premiers seront optimisés grâce au solaire et l'hydrogène, les seconds grâce à l'hydroélectricité et au gaz.

M&B : Comment gérer la transition d'une dépendance aux hydrocarbures à une dépendance aux métaux avec les énergies renouvelables sur le continent ?

DJ : Ce ne sont ni le vent ni le soleil qui fabriquent, transportent, stockent l'électricité, mais les métaux contenus dans les éoliennes et les panneaux solaires, les câbles et les batteries des voitures électriques. Sans une production massive de métaux, pas d'électricité climatique. J'ajoute que contrairement aux idées propagées par des néophytes, les métaux qui seront particulièrement en tension dans les années à venir ne seront pas des métaux « rares » mais des métaux de base comme le cuivre. En effet, ils sont utilisés dans le transport de l'électricité, son stockage et sa consommation. C'est une chance historique pour la RDC qui est l'un des premiers producteurs mondiaux.

Mining & Business : Comment penser l'électrification en Afrique ?

Didier Julienne : L'urgence est de limiter la hausse des températures de la planète et donc éviter que le développement du continent ne passe par la case charbon. L'électrification de l'Afrique sans charbon connaîtra deux étapes ; celle des mini-réseaux puis celle de l'électrification de masse.

Étape 1.

Le rural. Allez voir le film « Makala », il démontre les malheurs du charbon et l'urgence d'apporter une électricité fiable à 9 Africains sur 10 avec des mini-réseaux à construire dans la brousse. Les meilleures solutions sont hybrides : un panneau solaire avec une batterie pour quelques LED, une prise USB, un ventilateur. A plus grande échelle, une série de panneaux photovoltaïques ou une éolienne mis en commun pour la chaîne du froid par exemple. Ce mini-réseau doit être pensé au niveau de plusieurs villages.

Ces initiatives changent déjà la vie de millions de paysans. Pour un gouvernement ce serait un faible investissement comparé aux redevances minières.

Étape 2.

M&B : Quelles pourraient être les opportunités pour le savoir-faire français ?

DJ : Au moins quatre opportunités de transition énergétique se présentent aux entreprises françaises :

- Le service aux mines dans les grands projets notamment dans le cuivre, le zinc et tous les autres métaux qui seront nécessaires au développement des villes. Ces opportunités sont celles de l'équipement minier, de l'explosif, de la numérisation et de l'Intelligence Artificielle. Mais également de l'énergie en transformant les centrales électriques des mines qui fonctionnent au charbon en centrales au gaz et enfin le traitement de l'eau et des effluents miniers liquides.
- L'Afrique n'aura pas le même modèle de production électrique que l'Europe. Elle aura deux réseaux, un rural solaire et un urbain proche

du modèle brésilien avec son Hydro et du modèle mexicain avec son gaz. En conséquence, le génie civil français et l'expertise dans les turbines hydroélectriques sont là pour construire ou rénover des barrages. D'ailleurs, un des leaders français des travaux publics ne devrait-il pas racheter le leader mondial des turbines (Nerpic), passé il y a peu chez General Electric ?

- La consommation. Les entreprises françaises sont expertes pour construire de grands centres urbains aux consommations électriques intelligentes.

- Les normes RSE. Elles reflètent l'empreinte culturelle du pays d'origine des entreprises. Il existe une RSE à la française tout comme une RSE à la chinoise. Je pense la Française plus adaptée, mais laquelle l'Afrique préférera-t-elle ?

ELECTRIC AFRICA

The MOCI (Monitor of International Trade since 1883), the CIAN (French Council of Investors in Africa) and the CCIP (Commerce and Industry Chambers of Paris) organise the Africa Forum every year. Early in February, over 1300 delegates attended the conference in Paris. Didier Julienne who has been loyal to M&B since 2014, spoke on the theme of the opportunities surrounding the African energy transition.

Mining & Business: How can we imagine electrification in Africa?

Didier Julienne: The urgency is to limit the rise in global temperatures and thus prevent the continent's development from going through the typical phenomenon of coal mass exploitation. The electrification of Africa without coal will go through two stages: the mini-grid phase, followed by a mass electrification phase.

Step 1.

The rural. Go watch the movie "Makala", it shows the adverse effects

of using coal and the urgency to bring reliable electricity to 9 out of 10 Africans with mini-grids built in the most remote areas. The best solutions are hybrid: a solar panel with a battery for a few LEDs, a USB plug, a fan. On a larger scale, a series of photovoltaic panels or a wind turbine pooled for the cold chain, for example. This mini-network must be thought of at the level of several villages. These initiatives are already changing the lives of millions of farmers. For a government, this would be a small investment compared to mining royalties.

Step 2.

The urban. In 25 years, dozens of African cities will have more than 5 million inhabitants. Just like the penetration of smartphones without going through the wireline phone stage, how can we doubt that Africa will transition from anarchic cities directly to smart, energy-efficient cities? From crafts to robotic industries with artificial intelligence? From traditional agriculture to biocontrol herbicides without glyphosate? From bicycles to electric cars? All this will have a counterpart: the need for mass, reliable and permanent electricity and of course networks adapted to such high consumption levels. In 50 years' time, rural and decentralised mini-grids will still be independent of significant centralised and urban electric grids. The former will be optimised thanks to solar and hydrogen, the latter via hydroelectricity and gas.



The urgency is to limit the rise in global temperatures and thus prevent the continent's development from going through the typical phenomenon of coal mass exploitation.

M&B : How to manage the transition from dependency on hydrocarbons to dependence on metals with renewable energies on the continent?

DJ: It is neither the wind nor the sun that produces, transports and stores electricity, but the metals contained in wind turbines and solar panels, the cables and batteries of electric cars.

No mass production of metals means no climatic electricity.

I would add that contrary to the ideas propagated by neophytes, demand for essential metals such as copper will increase drastically in the years to come. Even higher than the need for "rare" metals as primary metals are used in the transmission, storage and consumption of electricity. This is a historic opportunity for the DRC, which is one of the world's leading producers.

M&B: What opportunities could there be for French know-hows?

DJ: French companies face at least four opportunities regarding the energy transition in Africa:

1. Mining services for major projects, especially in copper, zinc and all other metals will be necessary for the development of cities. These opportunities are those of mining equipment, explosives, digitisation

and artificial intelligence. But also energy opportunities when transforming the coal-fired power plants of coal mines into gas-fired power stations and finally the treatment of water and liquid mining effluents.

2. Africa will not have the same model of electricity production as Europe. It will have two grids, a rural solar and an urban one close to the Brazilian model with its hydro and the Mexican model with its gas. As a result, French civil engineering and expertise in hydroelectric turbines are required to build or renovate dams. Moreover, shouldn't one of the French leaders in public works buy the world leader in turbines (Nerpic), which is now part of General Electric?

3. Consumption. French companies are experts in building large urban centres with intelligent electricity consumption.

4. CSR standards. They reflect the cultural footprint of some companies' country of origin. There is French CSR as well as Chinese CSR. I think the French systems are more adaptable, but which type of CSR will Africa prefer?



Lubumbashi • Kolwezi • R.D.C
Tél: +243 818113989 • E-mail: quinmat@gmail.com



Tél.: +243 81 811 3989



**Sanitaires • Plomberie • Equipements de protection individuelle
Electricité • Electroportatif • Outils agricoles
Peintures & accessoires • Vêtements de travail**



LA FORÊT ÉQUATORIALE DU BASSIN DU CONGO EN RDC : LA PLUS GRANDE RÉSERVE DE TOURBIÈRES AU MONDE

Juste 2 ans après l'accord de Paris, le ONE PLANET SUMMIT a annoncé des initiatives concrètes sur la lutte contre le réchauffement climatique. Un sommet auquel ont participé 4000 représentants des Etats et de la Société civile du monde entier.



A Kinshasa le 31 janvier dernier, l'Ambassadeur de France, Alain Rémy, en ouverture de la soirée « La forêt du Congo et la lutte contre le changement climatique » à l'Institut français déclare : « Les effets du réchauffement climatique sont visibles : L'ouragan Irma en septembre dernier, a dévasté une grande partie des Antilles françaises. Il a été le plus puissant ouragan jamais enregistré dans l'Atlantique Nord. Le montant des dégâts a été estimé à 67 milliards de dollars soit près de 2 fois le PIB de la RDC ».

Cependant, dans la lutte contre le dérèglement climatique, la RDC dispose d'un atout extraordinaire : sa forêt.

La préservation de la forêt congolaise n'est pas seulement un enjeu climatique, c'est aussi une formidable opportunité pour le développement économique et social.

Le reportage de France 2 projeté ce soir-là, nous fait suivre des scientifiques qui suspectent la présence d'une bombe de carbone dont l'explosion pourrait être dévastatrice, les tourbières.

Les tourbières faites de matières végétales décomposées agissent comme des puits de carbone. Pour les localiser, des scientifiques ont cartographié une zone un peu plus grande que l'Angleterre.

D'après Simon Lewis, « Les tourbières sont particulièrement denses en carbone. On pense que la tourbière de la forêt équatoriale du bassin du Congo emmagasine environ 30 milliards de tonnes de carbone. C'est l'équivalent de 3 ans d'émissions de dioxyde de carbone dans le monde. C'est pour ça qu'il est primordial de les protéger ».

Alors, quels moyens peuvent être mis en œuvre par le gouvernement congolais afin de préserver ce patrimoine d'une valeur inestimable ? Durant cette soirée, le Vice Premier ministre Congolais a pris la parole : « Le président Joseph Kabila a tenu à concrétiser un engagement pris de longue date qui vise à remettre la RDC en position de leader dans les grandes thématiques transversales du climat et de l'environnement » Cette stratégie identifie les moteurs directs et indirects de la déforestation en RDC et cible des piliers d'interventions ».

En nous rapprochant des nations sœurs détentrices de grandes forêts tropicales comme le Brésil et l'Indonésie, nous serons mieux à même de défendre ensemble le plan d'action pour réduire les émissions de carbone à effet de serre liées à la destruction de nos forêts. Les trois bassins forestiers assurent la survie de la planète. Cela confère aux 3 pays respectifs qui les hébergent une responsabilité planétaire».

Et Alain Rémy de conclure : « Le sommet One Planet a fait naître d'autres mécanismes de financement. Parmi les 12 propositions annoncées à l'issue de ce sommet, on peut en citer deux qui concernent très directement la RDC. D'abord une déclaration commune des banques de développement pour mobiliser plus de 200 milliards de dollars en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. D'autre part le problème de financement des zones tropicales avec un accord signé entre le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) et des banques privées qui ont levé 10 milliards de dollars d'ici à 2025 pour financer la croissance verte et durable dans les pays en développement ».

Maxime Delafoy

Focus on your business



does the rest

Turn-key business management solutions that include:

- Company registration
- Global management back office
- Compliance and tax advice
- Accounting and taxation
- Fiduciary

Workforce placement
Human resource management and administration
Payroll
Immigration

+27 72 3269845
+243 970 094 87
|243 851 000 067

info@tiafrica.co | www.tiafrica.co

CONGO BASIN EQUATORIAL FOREST IN DRC: WORLD'S LARGEST PEATLAND RESERVE 2906

Just two years after the Paris agreement, the ONE PLANET SUMMIT announced concrete initiatives on the fight against global warming. A summit attended by 4000 representatives of States and civil society from all over the world.

In Kinshasa on 31 January, French Ambassador Alain Rémy opened the evening "The Congo Forest and the fight against climate change" at the French Institute in Kinshasa, saying: "The effects of global warming are visible: Hurricane Irma last September devastated a large part of the French West Indies. It was the most powerful hurricane ever recorded in the North Atlantic. The amount of damage estimated at 67 billion dollars or nearly twice the DRC's GDP".

However, in the fight against climate change, the DRC has an extraordinary asset: its forest.

Preserving the Congolese forest is not only a climate issue, but it is also a tremendous opportunity for economic and social development. France 2's report, screened earlier that evening, followed scientists who suspect the presence of a carbon bomb whose explosion could

be devastating, the peatlands.

Peatlands made of decomposed plant waste act as carbon sinks. To locate them, scientists have mapped an area slightly larger than England.

According to Simon Lewis, "Peat lands are particularly dense in carbon. The peatlands of the equatorial forest in the Congo Basin are thought to store about 30 billion tonnes of carbon. It is the equivalent of 3 years of carbon dioxide emissions worldwide. That's why it's essential to protect them.

So what measures can the Congolese government take to preserve this invaluable heritage?

During this evening, the Deputy Prime Minister of Congo took the floor: "President Joseph Kabila made a long-standing commitment to put the DRC back in a leading position in the major cross-cutting themes of climate and environment" This strategy identifies the direct and indirect drivers of deforestation in the DRC and targets intervention pillars".

By getting closer to sister nations with vast tropical forests such as Brazil and Indonesia, we will be better able to jointly defend the plan of action to reduce greenhouse carbon emissions associated with the destruction of our forests. The three forest basins ensure the survival of the planet and presents the three respective host countries a global responsibility.

Alain Rémy concluded: "The One Planet summit created other financing mechanisms. Among the 12 proposals announced at the end of this summit, two are of direct relevance to the DRC. First, a joint statement by the development banks to mobilise more than \$200 billion in support of the fight against global warming. On the other hand the problem of financing tropical zones with an agreement signed between UNEP (United Nations Environment Programme) and private banks that have raised \$10 billion by 2025 to finance green and sustainable growth in developing countries".

Maxime Delafoy



EXCLUSIVE DOOSAN DEALER

- SALES
- SPARES & MAINTENANCE
- STRATEGIC FINANCING

BUILDING YOUR TOMORROW TODAY



Schindler

CHANIC EQUIPMENTS LUBUMBASHI

+243 81 644 42 63

equipments_lubum@chanic.com

2, Av. Nyanza, C/Kampemba
Lubumbashi

République Démocratique du Congo

CHANIC EQUIPMENTS KINSHASA

+243 81 715 27 51

equipments@chanic.com

2297, Av. de la montagne
Kinshasa/Ngaliema

République Démocratique du Congo

Loi de Finances 2018: quelles mesures impactent les acteurs du secteur minier ?

Le 24 décembre 2017, le Chef de l'Etat a promulgué la Loi de Finances 2018, approuvant ainsi le budget arrêté pour l'année 2018. Cette Loi a été élaborée dans un contexte particulier de financement des élections et de timide stabilisation du cadre macro-économique. Le budget, évalué à environ 5 milliards de dollars américains, a subi une régression de 10,2% par rapport à l'exercice 2017. La loi de Finances est entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Quels en sont les principaux impacts pour les acteurs du secteur minier en RDC ?

Alignement de la notion d'établissement permanent au modèle OCDE

La Loi de Finances a élargi le champ des établissements permanents ou fixes en s'inspirant des modèles OCDE, notamment en précisant que les mines, les puits de pétrole ou de gaz, les carrières ou tout autre lieu d'exploration et d'extraction de ressources naturelles constituent des installations matérielles considérées comme établissements permanents ou fixes.

Les activités exercées par l'intermédiaire d'un agent jouissant d'un statut indépendant, elles, ne constituent pas un établissement permanent à partir du moment où cet agent ne travaille pas exclusivement avec la société étrangère et si les conditions concluent entre l'agent et cette société l'ont été au prix du marché.

Prix de transfert

La Loi de Finance a confirmé les mesures déclaratives en matière de prix de transfert. Il est à noter que le modèle de déclaration annuelle comportant une documentation allégée sur le prix de transfert est maintenant disponible et doit être déposé avant le 1er novembre de l'année qui suit. Le projet d'Arrêté Ministériel devant fixer le chiffre annuel hors taxe et le montant agrégé par nature de transactions des entreprises concernées par cette obligation est actuellement en validation.

Par ailleurs, cette mesure déclarative ne soustrait pas les sociétés congolaises de disposer d'une documentation justificative sur les prix de transfert concernant les transactions réalisées avec des sociétés étrangères liées (dépendance de droit ou de fait). Cette documentation complète doit

donc également être tenue à la disposition de l'Administration à sa demande.

Nouvelle mesure mise en place afin de réduire les crédits TVA

Les entreprises minières exportatrices, les entreprises pétrolières de production et les entreprises ayant réalisé des investissements lourds qui sont dans la phase d'implantation sont autorisées, s'agissant de leurs acquisitions locales, à se faire livrer en franchise de TVA, les biens et services qu'elles destinent à leurs besoins d'exploitation ou d'investissement. Une attestation doit être obtenue auprès des autorités fiscales à cette fin.

Cette mesure pourrait générer l'apparition de crédits TVA au niveau des sous-traitants à partir du moment où ces derniers collecteront moins de TVA.

Lutte contre la fraude TVA

Toujours dans le but de lutter contre la fraude, la TVA sur les opérations effectuées par les établissements publics tels que l'Ogefrem, l'OCC, l'Office des routes (seules les entreprises publiques étaient visées précédemment) est retenue à la source par les entreprises minières (une amende égale au montant de la retenue est encourue).

Déduction de la TVA ayant grevé l'achat des produits pétroliers

Jusqu'à présent, seule la TVA ayant grevé certains produits pétroliers tels que ceux destinés à la revente ou ceux utilisés par des appareils fixes comme combustible était déductible.

Il semble que l'intention du Législateur, comme le mentionne les travaux préparatoires, était d'élargir ce droit à déduction aux autres produits pétroliers. La loi TVA a donc été modifiée afin de permettre la déduction, à hauteur de 50%, de la taxe ayant grevé l'achat de tous les produits pétroliers.

Néanmoins, la lecture littérale de cette modification produit l'effet inverse en restreignant le droit à déduction.

Exonération de la TVA pour les entreprises nouvelles

La loi de Finances a introduit une exonération de TVA pour les importations, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées

par voie réglementaire. Malheureusement, aucune définition d'entreprise nouvelle ni d'investissement de création n'est actuellement disponible.

Procédure fiscale

La définition de « récidive » pour l'application des pénalités d'assiette (allant de 20 à 100%) a été supprimée. Sachant que le taux des pénalités d'assiette est doublé en cas de récidive et étant donné la forte pression fiscale en RDC, ceci pourrait avoir un impact négatif conséquent en cas de redressement.

La Loi de Finance a ramené le montant à payer pour bénéficier du sursis de recouvrement à 10% du montant principal de l'impôt contesté. En effet, certaines sociétés n'étant jusqu'alors pas en mesure de payer les 20% requis précédemment, cela les exposait à des mesures de recouvrement forcé.

La Loi de Finance a également supprimé l'obligation de payer le montant principal de l'impôt comme condition de recevabilité d'un recours devant la Cour d'Appel.

Parafiscalité

Tout retard dans le paiement des droits, taxes, redevances ou sommes quelconques entraîne maintenant l'application des intérêts moratoires de 2% par mois de retard sur le montant dû (4% précédemment).

Comme pour les impôts, le redevable peut dorénavant obtenir le sursis de paiement des droits contestés, à condition d'avoir payé au moins 10% du montant total contesté.

Et enfin, une mesure concernant la prohibition des frais administratifs couramment réclamés a été introduite dans la loi portant réforme des procédures relatives aux recettes non fiscales (droits, taxes et redevances dus au Trésor Public (Pouvoir Central)).

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Emmanuel Le Bras, Elvire Denamur, Samuel Cazes

+243 999 309 900



FINANCE ACT 2018: WHAT IMPACTS FOR THE MINING SECTOR?

On 24 December 2017, President Kabila promulgated the Finance Act 2018, approving the budget for the year 2018. This law developed in a particular context of election financing and timid stabilisation of the macroeconomic framework. The budget, estimated at around US \$ 5 billion, was down 10.2 percent from FY 2017.

The Finance Act came into effect on January 1, 2018. What are the primary impacts for mining sector in the DRC?

Alignment of the notion of permanent establishment with the OECD model

The Finance Act has slightly broadened the scope of permanent or fixed institutions by taking inspiration from OECD models, notably by specifying that mines, oil or gas pits, quarries or any other place of exploration and natural resources constitute physical facilities considered as permanent or fixed settlements.

Activities carried out through an agent with an independent status do not constitute a permanent establishment when the agent does not work exclusively with the foreign company and if the conditions concluded between the agent and this business are at arm's length.

It is important to know that any foreign company with a permanent establishment in the DRC has to keep separate accounts for this establishment. This accounting must respect the rules in force in the DRC

which includes documentation in French and compliant with Syscohada. From a tax perspective, in addition to being treated as a Congolese company, the DRC applies a flat movable tax of 10% (company benefiting from the Mining Code) on 40 to 50% of the income earned by the permanent establishment.

Transfer pricing

The Finance Act confirmed the reporting measures regarding transfer pricing. It should be noted that the template of the annual return with the "light transfer pricing documentation" is now available and must be filed by November the 1st of the following year.

The draft Ministerial Order supposed to fix the annual figure (excl. tax) and the amount aggregated by nature of transactions of companies falling within the transfer pricing scope is currently in validation.

Moreover, this reporting measure does not exempt Congolese companies from holding complete documentation on transfer pricing relating to transactions with related foreign enterprises (de jure or de facto dependence). This comprehensive documentation must therefore also be available to the Administration at its request.

New measures put in place to reduce VAT credits

Exporting mining companies, production oil companies and companies have made substantial investments and being in the implementation phase, are authorised, for their local acquisitions, to be delivered free

of VAT, goods and services for their operating or investment needs. A certificate must be obtained from the tax authorities.

This measure could lead to the appearance of VAT credits at the level of subcontractors as soon as they collect less VAT.

Fight against VAT fraud

With the aim of combating fraud, VAT on transactions carried out by public establishments such as Ogefrem, OCC, Office des routes (only public companies previously covered) shall be withheld at source by mining companies (a fine equal to the amount of the withholding will is incurred).

Recoverability of VAT on the purchase of petroleum products

So far, only the VAT incurred on specific petroleum products such as those intended for resale or those used by fixed appliances as fuel was recoverable.

It seems that the Legislator's intention, as mentioned in the preparatory works, was to extend this recoverability to other petroleum products.

The VAT law has therefore been amended to allow the deduction of up to 50% of the VAT incurred on the purchase of all petroleum products.

Nevertheless, the literal reading of this modification has the opposite effect by restricting the right to deduction.

VAT exemption for new businesses

The Finance Act introduced a VAT exemption for imports by new companies of equipment intended for creative investments, under the conditions to be determined by regulation. Unfortunately, no new business definition or creative investment is currently available.

Tax procedure

The definition of "recidivism" for the application of base penalties (ranging from 20% to 100%) has been removed. Knowing that the base penalty rate is doubled in case of recidivism and given the high tax burden in the DRC, this could have a significant negative impact in case of recovery.

The amount to be paid to benefit from the

suspension of recovery has been reduced to 10% of the principal amount of the disputed tax. Indeed, as some companies were not able to pay the 20% previously required, they were exposed to prosecution measures. The Finance Act also removed the obligation to pay the principal amount of tax as a condition of admissibility of an appeal in front of the Court.

Parafiscal charges

Any delay in the payment of duties, taxes, royalties or any sums now entails the application of default interest of 2% per month of delay on the amount due (4% previously).

As for taxes, the taxpayer can now obtain

the suspension of payment of the disputed rights, provided he has paid at least 10% of the total amount disputed.

And finally, a measure concerning the prohibition of administrative expenses commonly claimed has been introduced in the law reforming the procedures relating to parafiscal charges (duties, taxes and fees due to the Public Treasury (Central Power)).

PricewaterhouseCoopers Tax & Legal

Emmanuel Le Bras, Elvire Denamur, Samuel Cazes

+243 999 309 900



Contactez-Nous
NOUS RELEVONS CHAQUE DEFIT





POURQUOI FIRST TECH ?

Une équipe d'experts congolais certifiés dans plusieurs technologies et plus de 30 consultants à travers le monde et notamment aux USA.

FIRST TECH

Nos solutions garantissent la sécurité des données confidentielles (secrets professionnels, contrats, et les données client)

+243827128808
12, avenue de la Nation, Kinshasa/Gombe
Info@firsttech-rdc.com

www.firsttech-rdc.com

AMÉLIOREZ LA TECHNOLOGIE DE VOTRE ENTREPRISE

Nous protégeons les entreprises de tout piratage informatique en proposant des solutions adéquates après analyse des faiblesses du système informatique

www.firsttech-rdc.com


Pour plus d'info: +24397188288 / +243827128808



HUGH MASEKELA LA TROMPETTE DE LA LIBERTÉ

Il était une légende. Pionnier de l'afro-jazz, le trompettiste sud-africain et militant anti-apartheid est décédé mardi 23 janvier 2018 à l'âge de 78 ans à Johannesburg.

“Il fut le pionnier de l'afro jazz et symbole de la lutte contre l'apartheid, comme son ex-femme Miriam Makeba “

“Après une bataille très longue et courageuse contre le cancer de la prostate, il est décédé paisiblement à Johannesburg, en Afrique du Sud, entouré de sa famille”, a pu-on lire dans le communiqué rendu public par sa famille. Le légendaire musicien de jazz sud-africain Hugh Masekela est mort à Johannesburg le 23 janvier à l'âge de 78 ans. Le président sud-africain Jacob Zuma a salué “un artiste de jazz, un trompettiste de légende, un défenseur de la culture et un vétéran de la lutte de libération” contre l'apartheid. “Il a gardé vivante la flamme de la liberté en luttant, grâce à sa musique, contre l'apartheid”, a estimé Monsieur Zuma.

Il fut le pionnier de l'afro jazz et symbole de la lutte contre l'apartheid, comme son ex-femme Miriam Makeba, sa compatriote en exil qu'il épouse à New York en 1964, ou le pianiste Abdullah Ibrahim avec qui il a beaucoup collaboré. Hugh Masekela est indissociable de l'Histoire sud-africaine.

L'artiste né en 1932 dans le township de Kwa-Guga près de Johannesburg, Masekela aura la vision de sa future vocation de trompettiste à l'âge de 14 ans en découvrant dans un cinéma de son quartier le film *Young Man With A Horn* sur la vie du jazzman Bix Beiderbecke interprété par Kirk Douglas. Il apprit le piano avant de se voir offrir une trompette par l'archevêque Trevor Huddleston.

“Je l'ai prise et je me suis senti comme un poisson dans l'eau”, racontait-il. Sa liaison avec le monde de la pop va persister au fil des

années. Il joue avec le maître de l'afrobeat, le Nigérian Fela Kuti, et participe en 1974 à l'organisation du festival en amont du duel de boxe historique entre Mohamed Ali et George Foreman à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

Compositeur, chanteur engagé Masekela fuira l'apartheid au début des années 60 et s'exilera Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis. Protégé de Harry Belafonte, Miles Davis ou Dizzy Gillespie il a également collaboré avec les musiciens Paul Simon et Herb Alpert. Il sort son premier album *Trumpet Africa* en 1962 et intègre très vite dans son jazz ses racines sud-africaines comme dans le titre *Mbaqanga* sur son second album *Grrr* sorti en 1965.

Dans les années 1980, il construit un studio d'enregistrement mobile au Botswana et part en tournée avec Paul Simon pour le fameux album “*Graceland*”.

Rentré au pays après la chute de l'apartheid, Masekela continue à faire entendre sa voix sur scène mais aussi en politique. “On peut sans hésitation dire que frère Hugh était un des grands architectes de l'afro-jazz et qu'il a élevé l'âme de notre nation grâce à sa musique intemporelle”, a ajouté le Président Zuma.

Plusieurs des compositions de Hugh Masekela ont évoqué les luttes anti-apartheid de la majorité noire d'Afrique du Sud. Sa pièce «*Bring Him Back Home*» a servi d'hymne à la libération du militant Nelson Mandela.

Source FIP

HUGH MASEKELA THE TRUMPET OF FREEDOM

He was a legend. Pioneer of Afro-jazz, the South African trumpet player and anti-apartheid activist, died on Tuesday 23 January 2018 at the age of 78 in Johannesburg.

“After a very long and courageous battle against prostate cancer, he died peacefully in Johannesburg, South Africa, surrounded by his family,” his family said in a statement released by his family. The legendary South African jazz musician Hugh Masekela died in Johannesburg on 23 January at the age of 78.

South African President Jacob Zuma stated he was “a jazz artist, legendary trumpet player, cultural advocate and veteran of the liberation struggle” against apartheid. “He kept the flame of freedom alive by fighting against apartheid with his music,” Zuma.

He was the pioneer of Afro-jazz and a symbol of the struggle against apartheid, such as his ex-wife Miriam Makeba, his compatriot in exile whom he married in New York in 1964, or the pianist Abdullah Ibrahim with whom he collaborated extensively. Hugh Masekela is inseparable from South African history.

Born in 1932 in the township of Kwa-Guga near Johannesburg, Masekela had the vision of his future vocation as a trumpet player at the age of 14 when in a local cinema he watched the film ‘*Young Man With A Horn*’ on the life of jazzman Bix Beiderbecke, starring Kirk Douglas. He learned the piano before being offered a trumpet by Archbishop Trevor Huddleston. “I took it and felt like a fish in the

water,” he said. His connection with the pop world will continue over the years. He played with the master of Afrobeat, Nigerian Fela Kuti, and participated in 1974 in the organisation of the festival ahead of the historic boxing duel between Mohamed Ali and George Foreman in Kinshasa in the Democratic Republic of Congo.

Composer and singer Masekela fled apartheid in the early 1960s and went into exile in Great Britain and the United States. Protected by Harry Belafonte, Miles Davis or Dizzy Gillespie he also collaborated with musicians Paul Simon and Herb Alpert. He released his first album *Trumpet Africa* in 1962 and soon integrated his South African roots into his jazz career, as in the song *Mbaqanga* on his second album *Grrr* released in 1965.

In the 1980s, he built a mobile recording studio in Botswana and toured with Paul Simon on the famous album “*Graceland*”.

Back home after the fall of apartheid, Masekela continues to make his voice heard on stage and in politics. “It is safe to say that Brother Hugh was one of the great architects of Afro-jazz and that he raised the soul of our nation through his timeless music,” added President Zuma.

Several of Hugh Masekela's compositions have evoked the anti-apartheid struggles of the black majority in South Africa. His play, ‘*Bring Him Back Home*’ served as the anthem for the release of South African activist Nelson Mandela.

FIP Source

VIENNE INSOLITE ET SECRÈTE



Un sublime palais privé qui se visite sur réservation, une momie de crocodile dans une bibliothèque privée, une maison en chocolat, un plafond alchimique à Schönbrunn, une des plus belles pharmacies au monde qui se visite de façon exceptionnelle, une superbe église Art Nouveau oubliée, la tombe d'un poisson qui se serait converti au judaïsme, un musée du jazz dans des toilettes publiques, une décharge publique qui se visite comme un musée, le plus vieil orgue de Vienne caché derrière une peinture, une impératrice en habit de nonne, le mystère du symbole 05, un sexe masculin sculpté discrètement sur la cathédrale de Vienne, un surprenant musée privé du billard, un incroyable bouquet où chaque fleur se compose en réalité de plusieurs ailes de papillon, une source d'eau qui permet de voir les chiffres du loto pendant une minute, une extraordinaire annexe souterraine du camp de Mauthausen où l'on construisit le premier avion à réaction du monde, un « love hôtel » historique de très grand charme...

Loin des foules et des clichés habituels, Vienne garde encore des trésors bien cachés qu'elle ne révèle qu'aux habitants et aux voyageurs qui savent sortir des sentiers battus.

FRESQUE DE LA VACHE QUI JOUE AU TRICTRAC

Le souvenir d'une histoire d'amour

Au n° 12 de la rue Bäckerstraße, la façade de cette maison bourgeoise est ornée à droite de l'encorbellement d'une fresque étonnante : on y voit une vache à lunettes et un renard (ou un loup?) qui jouent à une partie de trictrac (jeu qui se joue sur un plateau similaire à celui du backgammon).

Selon la légende, un juge viennois du nom de Hieronymus Kuh (Kuh signifie vache en allemand), qui occupait cette maison, jouait régulièrement au trictrac avec une de ses connaissances, un homme appelé Hans Kagelwidt, qui occupait la fonction de conseiller du duc

Rudolf IV. La fille de Hieronymus Kuh se prénomait Trude et accueillait toujours monsieur Kagelwidt lorsqu'il rendait visite à son père. Un jour, ce dernier demanda sa main. Elle accepta immédiatement et souhaita en guise de cadeau de fiançailles que la maison fût baptisée. Comme aucun nom approprié ne leur vint immédiatement à l'esprit, la jeune fille aurait suggéré à son père et à son fiancé de la nommer du fameux jeu de trictrac.

Un peintre fut donc chargé de réaliser la commande et c'est ainsi que l'immeuble devint « la maison où une vache joue au trictrac ». Le binocle autrefois moderne que porte la vache aurait parfaitement convenu à un vieux monsieur. Il ne reste donc plus qu'à élucider la présence du second animal. Les descendants du jeune couple assimilaient peut-être leur aïeul à un loup ou un renard ?



Notre objectif, vous satisfaire

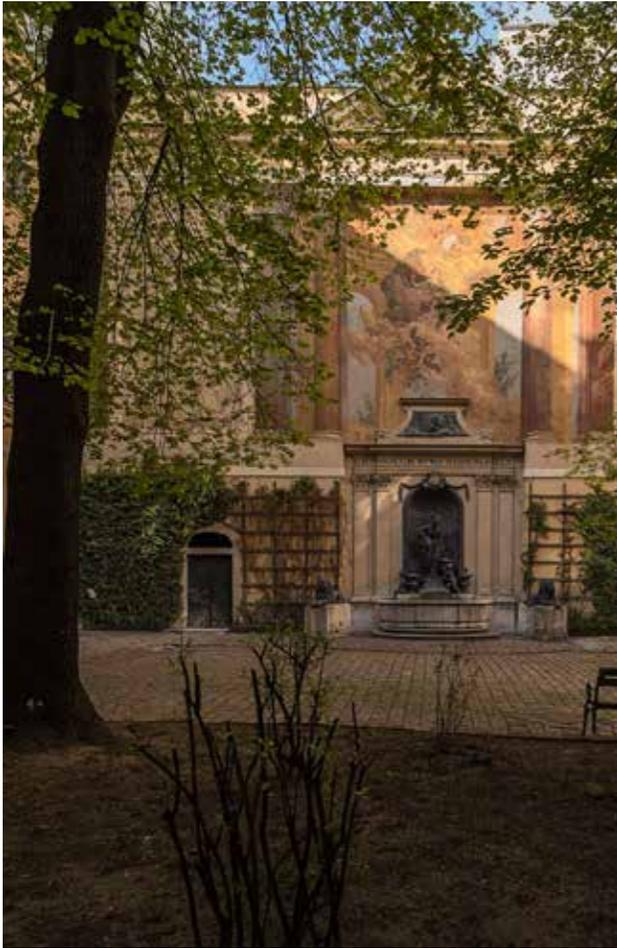
Nos offres s'adaptent à vos besoins.

Contactez-nous pour une offre sur mesure

info@memling.net

Tél: +243 81 555 77 00 +243 99 603 7000





Il n'était pas facile de s'orienter dans la Vienne de la première moitié du xvii^e siècle. La numérotation des bâtiments commençait tout juste à se répandre, mais surtout, peu de gens étaient capables de lire ou d'écrire. Des peintures sur les façades des immeubles ou des petits panneaux de bois permettaient néanmoins d'obtenir quelques indications sur les occupants ou sur les commerces et les marchandises proposées. Ainsi, une bâtisse pouvait porter le nom de « Où le loup prêche aux oies » ou encore « Où on étanche la soif ». Cette maison-ci était surnommée « Où la vache joue au trictrac ». La rénovation du bâtiment en 1978 a permis de remettre en lumière cet original décor mural. Si à Vienne seules quelques maisons ont conservé une preuve visible de leur appartenance au gothique, ici on distingue nettement le style gothique primitif de l'entrée ainsi qu'un petit portail avec un arc en ogive typique juste sous la fresque.

STATUE D'UN CAVALIER TURC

L'emplacement du camp de Kara Mustafa
Angle des rues Neustiftgasse / Kellermannngasse,
1070 Vienne Bus 13A/48A, station Kellermannngasse
À l'angle des rues Neustiftgasse et Kellermannngasse, une statue

en pierre dorée figurant un cavalier turc est protégée par une grille métallique. L'inscription apposée en dessous signale qu'il s'agit du lieu présumé du camp du grand vizir ottoman Kara Mustafa. On raconte en effet que, lors du siège de Vienne par les Turcs en 1683, Kara Mustafa fit construire un somptueux château en toile dans ce quartier. Le palais se situait en réalité beaucoup plus à l'ouest, environ à la hauteur de la place d'armes du XVe arrondissement, autrement dit, à distance respectable des combats.

Le quartier général, placé directement sous le commandement du grand vizir, fut néanmoins construit dans le VII^e arrondissement, sur la rive gauche du ruisseau Ottakring. Selon des sources turques, Kara Mustafa venait souvent y trouver le repos et il avait fait de la tour de l'église Saint-Ulrich située à proximité du champ de bataille son poste d'observation.

Une mosaïque représentant une tente ottomane surmonte la porte cochère d'un immeuble de logements sociaux au 43 de la rue Neustiftgasse. Elle a été réalisée par Walter Behrens en 1955.

Service fête



Brasimba

POUR TOUS VOS ÉVÈNEMENTS CORPORATE OU PRIVÉS FAITES APPEL AU SERVICE FÊTE DE LA BRASIMBA

A votre disposition :

- Bières pression
- Vins / Mousseux
- Champagnes
- Softs
- Hôtesse / Barman
- Bars
- Refroidissements
- Matériel de service



Nous contacter : +243 9988 99 178 | k.nkulu@brasimba.com



BRASSERIES SIMBA, 1200, avenue Ndjamen
Lubumbashi - RD Congo
www.brasimba.com



VIENNA UNUSUAL AND SECRET

By reservation, you will discover a breath-taking private palace where your curiosity will uncover a crocodile mummy preserved in a beautiful setting and much more; A private library, a chocolate house, an alchemical ceiling in Schönbrunn, one of the most beautiful pharmacies in the world if experienced exceptional. A superb Art nouveau church, a jazz museum in public toilets, an open public dump that can be visited like a museum, an empress in a nun's clothes, the mystery of the 05 symbol, a masculine sex carved discreetly on the facade of Vienna's cathedral, an incredible bouquet where each flower is made up of several butterfly wings, a water fountain that allows one to see the lottery numbers for one minute, an extraordinary underground annex of the Mauthausen camp where the world's first jet plane was built, a historical "love hotel" of great charm... Far from the usual crowds and clichés, Vienna still keeps its treasures well-hidden and only reveals them to the inhabitants and curious travellers who know how to go off the beaten track.

FRESCO OF THE COW PLAYING TRICTRAC

The memory of a love story

At 12 Bäckerstraße, the facade of this bourgeois house is decorated with an astonishing fresco which could be described as 'a cow with glasses and a fox (or a wolf?) who plays a game

of trictrac (a game played on a board similar to that of the backgammon).

According to legend, a Viennese judge named Hieronymus Kuh (Kuh means cow in German), who occupied this house, was playing regular trictrac with one of his acquaintances, a man named Hans Kagelwidt, who served as Councillor to the Duke, Rudolf IV. Hieronymus Kuh's daughter was named Trude and always welcomed Mr Kagelwidt when he visited his father. One day, Kagelwidt asked for her hand. She immediately accepted and wished to have the house baptised as an engagement present. As no appropriate name came to her mind, the girl suggested that her father and her fiancé name the house according to the famous trictrac game. A painter charged with the task of completing the order, and so the building became 'the house where a cow plays trictrac'. The formerly modern binocle worn by the cow would have ideally suited an old man. All that remains to do was to elucidate the presence of the second animal. Did the descendants of the young couple assimilate their ancestor to a wolf or a fox?

It was not easy to find one's way around Vienna during the first half of the 18th century. The numbering of the buildings just began to spread, but most importantly, few people were able to read or write. Paintings on building facades or small wooden panels nevertheless made it possible to obtain some indications of who the occupants were, or what shops and services or goods were offered. Thus, a building could bear the name of "Where the wolf preaches to the geese" or "Where one quenches his thirst". The renovation of the building in 1978 made it possible to shine the light on this original fresco. If in Vienna alone only a few buildings have retained visible evidence of their belonging to the Gothic period, here one distinguishes the authentic Gothic style of the entrance as well as a small portal with a typical warhead arch just below the fresco.

STATUE OF A TURKISH RIDER

The location of Kara Mustafa's camp?

Corner of Neustiftgasse / Kellermannngasse,
1070 Vienna Bus 13A/48A, Kellermannngasse station

At the corner of Neustiftgasse and Kellermannngasse, a statue in gilded stone depicting a Turkish rider protected by a metal fence. The inscription underneath clearly indicates this is the location presumed from the camp of the grand Ottoman vizier Kara Mustafa. According to the tale, during the siege of Vienna by the Turks in 1683, Kara Mustafa had

an impressive canvas castle built in 1683 in this neighbourhood. The palace was located much more to the west of the city at the time of the war, at a respectable distance from the battlefield. The headquarters, placed directly under the command of the great vizier, was nevertheless built in the 7th arrondissement, on the left bank of Ottakring river. According to Turkish sources, Kara Mustafa often came to rest there, and he had made the tower of St. Ulrich's church near the battlefield his observation post. A mosaic depicting an Ottoman tent made by Walter Behrens in 1955, overlooks the carriage door of a social housing building at no. 43 Neustiftgasse Street.



www.jonglezpublishing.com

AFRIDEX, UN SERVICE PUBLIC "EN MARCHÉ"

Comme souvent pour les sujets sensibles en RDC, l'accouchement a été long et douloureux. La chronologie le montre bien: Mai 2016, ordonnance fixant l'organisation et le fonctionnement; Mars 2017, mise en place de la direction générale de l'Afridex, avec à sa tête, le Grand-Amiral Baudouin Liwanga; Décembre 2017, le ministre des Mines se dessaisit enfin de la gestion des explosifs au profit du ministre de la Défense Nationale.

Aujourd'hui, tout semble en place pour une nouvelle ère dans la gestion des explosifs au Congo. Sicomex, le partenaire direct, dispose de stocks d'explosifs et d'accessoires pour les opérateurs miniers. Ceux-ci peuvent désormais s'approvisionner directement ou via Afridex. Avant la fin de l'année 2018, Sicomex inaugurera deux usines de production, une à Likasi, l'autre à Kolwezi. À ce moment-là, Afridex sera réellement un service public du Ministère de la Défense, générateur de recettes pour le Trésor public.



"Sicomex, le partenaire direct, dispose de stocks d'explosifs et d'accessoires pour les opérateurs miniers. Ceux-ci peuvent désormais s'approvisionner directement ou via Afridex"

AFRIDEX, A PUBLIC SERVICE 'ON THE MOVE'

As it is often the case with sensitive topics in the DRC, childbirth is long and painful. The chronology details it thoroughly: May 2016, ordinance fixing the organization and functioning; March 2017, establishment of the general management of the Afridex, with at its head, the Grand Admiral Baudouin Liwanga; December 2017, the Minister of Mines finally relinquishes the control of explosives for the benefit of the Minister of National Defence.

Today, everything seems to be in place for a new era in the management of explosives in the DRC. Sicomex, the direct partner,

has stocks of explosives and accessories for mining operators. They can now buy directly or via Afridex. Before the end of 2018, Sicomex will open two production plants, one in Likasi and the other in Kolwezi. By that time, Afridex will indeed be a public service of the Ministry of Defence, generating revenue for the Treasury.

Des rebelles ont voulu l'exécuter, des ONG l'ont accusé de plusieurs trafics, l'arrivée des Chinois a bousculé son empire: le magnat George Forrest a bâti l'une des plus grandes fortunes d'Afrique dans les crises qui secouent encore "son pays", la République Démocratique du Congo.

A 2.000 km de la capitale Kinshasa et ses lourdes incertitudes politiques, c'est un septuagénaire élégant -veste bleu à col Mao, pochette ton sur ton- qui reçoit dans ses bureaux de Lubumbashi (Sud-Est), la relativement paisible capitale du Katanga

minier.

Un drapeau français flotte à l'entrée: ce fils d'un Néo-Zélandais né en 1940 dans l'ex-Congo belge a été consul honoraire de France, titre qu'il a transmis à son fils, comme son groupe aux activités multiples (mines, énergie, banque, agro-alimentaire). En 1995, Forrest a opté pour la nationalité belge. Mais de nombreux Congolais le considèrent encore comme l'un des leurs, tant sa vie se confond avec l'histoire du pays depuis l'indépendance de 1960.

En 1965, Mobutu Sese Seko prend le pouvoir, rebaptise le Congo Zaïre et instaure une dictature rongée par la corruption. Au Katanga, les Forrest oeuvrent dans les travaux publics et une fabrique de cigarettes. En 1974, Mobutu nationalise l'économie et la famille Forrest, installée au Congo depuis 1922, perd tout. "Sans indemnité. Peu après, mon père est décédé. Un choc".

La "zaïrification" se traduit vite par une banqueroute. Mobutu bat le rappel des étrangers. Forrest reprend la gestion des affaires familiales dans son fief de Kolwezi, l'autre grande ville du Katanga. En 1978, Kolwezi est envahie par des rebelles qui massacrent des Congolais et des Blancs. "J'étais visé. Ils disaient que j'étais l'ami de la France et de Mobutu. J'ai été mis au mur pour être exécuté. Ce sont mes travailleurs qui m'ont sauvé". Mobutu se tourne vers la France, qui lui envoie des parachutistes pour libérer Kolwezi.

- 'C'est vous, Forrest?' -

Dans les années 1980-90, Forrest diversifie ses activités dans les ciments et l'extraction minière, dopée par l'explosion mondiale des téléphones portables.

L'histoire du Congo s'emballa de nouveau. Avant son assaut final contre Kinshasa et le vieux maréchal Mobutu en mai 1997, le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila marque une étape à Lubumbashi.

"C'est vous Forrest?", aurait demandé le disciple de Mao Tse-Toung et du Che Guevara lors des présentations avec le grand industriel, qui n'en mène pas large.

Kabila ne spoliera pas Forrest, se contentant de réquisitionner son parc automobile. En 1999, le "Mzee" (sage, en Swahili) le propulsa même à la tête du joyau du Congo, la Générale des carrières et des mines (Gécamines), qui exploite les fabuleuses richesses du pays et remplit les caisses de l'Etat. "J'avais passé un accord avec Kabila père. La Gécamines versait tous les mois officiellement quatre millions de dollars à la Banque centrale".

Après l'assassinat en 2001 du père et l'avènement du fils Joseph Kabila, Forrest se retire de la Gécamines pour reprendre ses propres activités, libéré de tout soupçon de conflit d'intérêts.

Au fil des années 2000, des ONG l'accusent de pillages de minerais et la presse évoque des trafics d'armes. "J'ai toujours été blanchi. Les ONG, c'est du business. Si vous ne les financez pas, elles vous attaquent".



- 'On est bien avec tout le monde' -

A l'époque, Forrest se présente comme le "premier investisseur et employeur privé" de RDC, où les capitaux étrangers débarquent.

En 2007, Kinshasa et Pékin signent un "contrat du siècle", mines contre infrastructures. Forrest est prié de céder aux Chinois des gisements de cuivre et de cobalt. "Les Chinois font des propositions très intéressantes pour le pays, mais contre combien de milliards de matières premières? Proportionnellement, ce n'est pas juste".

A 78 ans, le patriarche a cédé son groupe à son fils Malta, en gardant un œil sur la banque BCDC -rachetée au Français BNP- et

ses élevages de 38.000 bêtes.

La RDC traverse une nouvelle crise, avec le maintien au pouvoir du président Kabila dans l'attente d'élections annoncées pour décembre.

L'un des principaux opposants est une vieille connaissance des Forrest, l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, en exil de fait à Bruxelles.

Katumbi, Forrest: les deux noms sont aussi associés au TP Mazembe de Lubumbashi, gloire du football africain (Katumbi est président du club, Forrest fils, premier vice-président).

Ces liens n'ont "rien de politique. Le pouvoir le sait très bien", commente prudemment

Forrest, qui botte en touche toute question sur "Moïse", candidat déclaré à la succession de Kabila.

"On a passé beaucoup d'événements et beaucoup de crises parce qu'on ne se mêle pas de politique. On est bien avec tout le monde". Forrest pointe à la seconde place des fortunes de l'Afrique francophone subsaharienne, selon le magazine Forbes qui avançait le chiffre de 800 millions de dollars fin 2016.

Samir TOUNSI / Lucien KAHZOZI/ AFP



Rebels wanted to execute him, NGOs accused him of trafficking, the arrival of the Chinese has shaken his empire: the magnate George Forrest built one of Africa's greatest fortunes in the crises that still afflict his country, the Democratic Republic of Congo. At 2,000 km from the capital, Kinshasa along with its political uncertainties is an elegant seventy-year-old - fitted in a blue Mao-collar jacket, tone-on-tone pouch - who receives in his offices in the South East of Lubumbashi, the relatively peaceful capital of mining Katanga.

A French flag floats at the entrance: this son of a New Zealander born in 1940 in the former Belgian Congo was Honorary Consul of France, a title which he passed on to his son, as well as his group with multiple activities (mining, energy, banking and agro-food).

In 1995 Forrest opted for Belgian nationality. But many Congolese still consider him to be one of their own, as his life is so closely intertwined with the country's history since independence in 1960.

In 1965, Mobutu Sese Seko seized the power, renamed Congo Zaire and instituted a dictatorship ravaged by corruption. In

Katanga, Forrest provided public works and a tobacco factory.

In 1922, the Forrest family settled in Congo and in 1974 when Mobutu nationalised the economy they lost everything. "Without compensation. Shortly afterwards, my father passed away. A shock".

Zairization quickly lead to bankruptcy. Mobutu beat the call of strangers. Forrest took over the management of family affairs in his stronghold, Kolwezi, the other big city in Katanga.

In 1978, Kolwezi was invaded by rebels who massacred both Congolese and white people.

"I was targeted. They said I was a friend of France and Mobutu. I was put on the wall to be executed. It was my workers who saved me. Mobutu turned to France, who sent him parachutists to liberate Kolwezi.

"Is that you, Forrest?" -

In the 1980-90s, Forrest diversified his activities in cement and mining, boosted by the worldwide explosion of mobile phones.

The history of the Congo is once again in full swing. In May 1997 before his final assault on Kinshasa and the old Marshal Mobutu, rebel leader Laurent-Désiré Kabila marked his position in Lubumbashi.

"Are you Forrest?" asked the disciple of Mao Tse-Toung and Che Guevara during the presentations with the great industrialist, who did not lead many.

Kabila did not raid Forrest, he just claimed its entire fleet.

In 1999, the "Mzee" (sage, in Swahili) even propelled him to the head of the jewel of the Congo, the General Quarries and Mines General (Gécamines), which exploited the country's fabulous wealth and filled the State coffers. "I had made a deal with Kabila Sr. Every month, Gécamines officially paid four million dollars to the Central Bank".

After the assassination of his father in 2001 and the arrival of son Joseph Kabila, Forrest withdrew from Gécamines to resume his activities, free from any suspicion of a conflict of interest.

Over the years, over 2000 NGOs have accused him of looting minerals, and the press reported arms trafficking. "I've always been cleared. NGOs are a business. If you don't finance them, they attack you.

"We're good with everyone" -

At the time, Forrest presented himself as the "first private investor and employer" of DRC, where foreign capital disembarked.

In 2007, Kinshasa and Beijing signed a "contract of the century", mines against infrastructure. Forrest was asked to hand over copper and cobalt deposits to the Chinese.

"The Chinese are making interesting proposals for the country, but against how many billions of raw materials? Proportionally, that is not fair.

of African football (Katumbi is president of the club, Forrest Jr. is the first vice-president). There is nothing political about these links. The government knows this very well," stated Mr Forrest, who cautiously tackles any question about "Moses", a candidate declared in the succession of Kabila.



At 78 years old, the patriarch sold his group to his son Malta, keeping an eye on the BCDC bank - bought from the French BNP - and its 38,000 cattle farms.

The DRC is going through a new crisis, with President Kabila's continued rule pending elections announced for December.

One of the primary opponents is an old acquaintance of Forrest, the former governor of Katanga Moses Katumbi, in fact in exile in Brussels.

Katumbi, Forrest: both names are associated with TP Mazembe of Lubumbashi, the glory

"We have gone through a lot of events and many crises because we do not meddle in politics. We're good with everyone. Forrest ranks second in the wealth of sub-Saharan French-speaking Africa, according to Forbes magazine, which reported a figure of \$800 million at the end of 2016.

Samir TOUNSI / Lucien KAHZOZI/ AFP



malabar business travel
 AGENCE DE VOYAGE
 KINSHASA - LISIEUX - COCOTE

- Billets internationaux
- Billets domestiques
- Protocole à l'aéroport
- Salon VIP à l'aéroport
- Réservation d'hôtels
- Location de véhicules
- Navette entre l'aéroport et la ville
- Assurance voyage
- Assurance vie
- Visa Dubaï
- Visa RDC
- Permis de travail
- Carte de résident
- Lettre d'invitation
- Permis de conduire
- Assistance au sol (vol privé)

Libur/bd/ +243 81 332 641 Kinshasa/ +243 81 662 9479 info@malabar-group.com/ www.malabar-group.com

3bd architects f v t i p
 COMPLETED PROJECTS IN AFRICA & EUROPE

Construction Design
Construction Management
Master Planning
Environmental Sustainability

architecture | design | construction
 www.3bdarchitects.com | info@3bdarchitects.com

Les **COURSIERS**
 Nous conyons pour vous!

Livraison urbaine dans la ville de Lubumbashi et ses environs
COURRIER ET PETITS COLIS

Contacts
 +243819999921 - +24399320222
 lescoursiers@lescoursiers-rdc.com
 1, Avenue Kalulako - Lubumbashi - RDC

TONY&tony
 Mezepolis «comme chez nous»

Restaurant Grec

13, Square Forrest, Lubumbashi
 GSM: +243 812 336 000 / tony.tony.mezepolis@gmail.com
 Fermé le dimanche soir

M&B

MINING AND BUSINESS

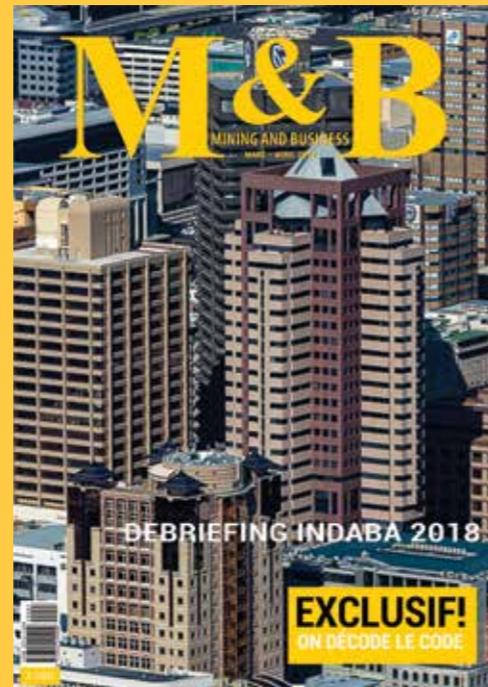
Mining Indaba 2018. Une fois de plus les différents acteurs de l'industrie minière se retrouvent à Cape Town lors d'un cocktail dînatoire organisé par la Trust Merchant Bank, Sodexo et le Groupe Number One.

Mining Indaba 2018. Once again, the various players in the mining industry meet in Cape Town for a cocktail dinner organized by the Merchant Bank Trust, Sodexo and the Number One Group.



MERCI AUX ANNONCEURS
THANK YOU FOR YOUR TRUST

- ACCOR HOTELS
- AEL
- AEL
- BCDC
- BCDC
- BIA
- BOLLORE
- BRASIMBA
- CANAL +
- DISTRITECH — GLOBAL
- DRC MINING WEEK
- FIRSTECH
- GROUP SIL
- GROUPE CHANIC
- GROUPE NUMBER ONE
- HOTEL MEMLING
- KARIBU AFRICA SERVICE
- MALABAR — 3BD ARCHITECTS - LES COURSIERS — TONY
ET TONY
- MD SERVICES
- PANACO
- QUIN MAT
- RAW/BANK
- SODEXO
- STEEL
- TIAFRICA
- TMB
- TRADE SERVICE GEOQUEST



A VENIR

- SPECIAL TELECOM
- LIBERALISATION DES ASSURANCES
- SPECIAL ÉLECTRICITÉ
- SPECIAL DISTRIBUTION PETROLIERE

Directeur de Publication : Olivier Loury
Chef d'édition : Marie-Aude Delafoy
Rédacteur en chef : Georges Brasseur
Contributions : Lola Berthoud, Joost Van Vlierberghe, Richard Joeger, Samir Tounsi, Lucien Kahazi, Maxime Delafoy, Samuel Cazes

Crédit photos : Editions Janglez, AfricaInside, Aydin Matlabi, Yann Macherez, Yasuyoshi Chiba

Traduction : MMDD Agency

Publicité / Advertising : CORNEILLE & SIMA
 Haut - Katanga : +243 852 574 633 / +243 818 443 016
 advertising@corneillesima.com
 info@corneillesima.com

Représentation Kinshasa :
Manager : Fabrice Lehoux
 managerkinshasa@corneillesima.com
 +243 853772747

Distribution Kinshasa :
 CORPORATE BUSINESS PARTNER
 3 AVENUE BISMARCK C.GOMBE/ IMMEUBLE START UP
 +243 999964285 / +243 991020000

Diffusion RDC : CORNEILLE et SIMA et JACACY
CORNEILLE et SIMA : +243 852 574 633
 communication@corneillesima.com
 www.miningandbusiness.com
 JACACY : +243 810 901 590 /
 +243 998 230 030 / +243 853197999
 kitdi061@gmail.com

Diffusion ZAMBIE : +260 97 8289552
 christelle2terra@yahoo.com

Service Abonnements :
 administration@corneillesima.com
 +243 852 574 633

Service Abonnement RDC : C&S
 +243 852 347 463
 info@corneillesima.com

Maquette et réalisation : Corneille & Sima

Imprimeur : New Horizon Printing
 Permis d'exploitation N°BNC/SPK/02/2015
 Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Edité par :



Corneille et Sima — editor@corneillesima.com
 www.miningandbusiness.com
 Contact : +243 852 574 633 /
 +243 994097343

MINING & BUSINESS Magazine est imprimé à
 5000 exemplaires



LE CLUB ACCOR HOTELS

FREE LOYALTY PROGRAMME

Feel Welcome



YOU ARE
ALWAYS
looked after



Enjoy those UNFORGETTABLE MOMENTS

Experience a world of benefits and exclusive offers with AccorHotels' loyalty programme. Feel welcome with Le Club AccorHotels where you'll enjoy room upgrades, late check-out and free stays* at our participating hotels worldwide.

Rewarded program of the year by  **freddie awards**

Pullman Kinshasa & Pullman Lubumbashi



Become member on leclubaccorhotels.com

ACCORHOTELS SA - RCS PARIS B 602 036 414 - Non contractual document

© Abica Corporate/Carl Diner

BANQUE DE L'ANNÉE POUR LA CINQUIÈME FOIS

